

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
RESPONSABILITÉ
DES
ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS
EN CAS D'ACCIDENTS AUX OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue, le samedi 25 mai 1912, à 1 h. 1/2

PAR

Alfred HUET

Président : M. JACQUELIN, *professeur*
Suffragants { MM. CHAVEGRIN, *professeur*
CARPENTIER, *agrégé*

PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

RESPONSABILITÉ

DES

ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS

EN CAS D'ACCIDENTS AUX OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

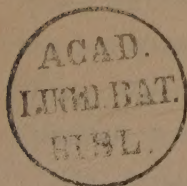
Présentée et soutenue, le samedi 25 mai 1912, à 1 h. 1/2

PAR

Alfred HUET

Présidents : M. JACQUELIN, *professeur*

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, *professeur*
CARPENTIER, *agrégé*



PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1912

SUR
LA RESPONSABILITÉ
DES
ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS

INTRODUCTION

Les travaux publics, au sens large du mot, existent depuis les temps les plus reculés ; les travaux, que les premiers hommes, vivant en société, faisaient en commun, soit pour leur défense, soit pour la satisfaction de leurs besoins, étaient de véritables travaux publics.

A Rome, en Grèce et en Égypte, nombreux étaient les travaux publics. En l'état actuel de la société, on appelle travail public un travail ayant pour résultats une œuvre matérielle, entrepris dans un but d'utilité publique par une personne morale, État, département, communes ou certains établissements publics.

On trouve l'origine de la direction des ponts et chaussées dans l'édit de 1604, sous Henri IV. Cet

édit donne l'administration des travaux publics aux trésoriers de France, au grand voyer et à ses lieutenants. En 1626, le grand voyer fut supprimé et les travaux publics furent confiés aux généralités ; les routes ne furent plus entretenues.

Dans les travaux publics, l'intérêt d'un département ou d'une commune doit souvent disparaître devant l'intérêt public ; pour cette raison il faut à ces travaux une direction centrale et on doit rejeter l'opinion de certains contemporains qui voudraient remettre les routes nationales aux soins des conseils généraux.

L'administration des généralités ayant été mauvaise, le grand voyer fut rétabli par un édit de mai 1645. Sous la Régence apparaît la direction générale des ponts et chaussées, en 1716 elle comprend : un inspecteur général, un architecte premier ingénieur, trois inspecteurs et vingt un ingénieurs. En 1744, Trudaine institua un bureau de jeunes dessinateurs, qui, en 1747, fut confié à la direction de Perronet et devint l'École des ponts et chaussées. Trudaine fonda également le conseil des ponts et chaussées, qui prit dans la suite une grande importance et fut souvent appelé à interpréter les cahiers des clauses et conditions générales, cahiers contenant les règlements des travaux publics.

Le corps des ponts et chaussées dépendant du

ministère des Finances fut maintenu par décrets de l'Assemblée nationale du 31 décembre 1790 et du 25 mai 1791, mais il fut rattaché au ministère de l'Intérieur. Il y eut alors deux directions, celle des mines et celle des ponts et chaussées. Le 17 juillet 1815 elles furent réunies en une direction générale qui en 1830 devint le ministère des Travaux publics ; ce ministère a été tantôt séparé, tantôt attaché à d'autres ministères ; depuis 1869 il est séparé. Les travaux publics militaires dépendent du ministère de la Guerre.

Sous ces diverses directions, les travaux publics se sont développés et ont pris de jour en jour une importance plus considérable. Les travaux ont été soumis aux cahiers des clauses et conditions générales, qui renferment des dispositions concernant l'exécution et le règlement des travaux et de nombreuses stipulations en faveur des ouvriers.

Le premier cahier des ponts et chaussées date du 30 juillet 1811 ; pour les travaux militaires, le devis instructif des travaux de construction dépendant du service du génie est la première rédaction.

Les stipulations en faveur des ouvriers sont particulièrement intéressantes à étudier, car elles sont le miroir des idées sociales de l'époque, et nous permettent de voir l'évolution constante de ces idées vers une amélioration de plus en plus grande du sort des travailleurs.

Parmi ces stipulations, celles en faveur des ouvriers blessés ont un intérêt tout spécial par suite de la loi de 1898, qui a accordé, en cas d'accident, aux ouvriers des entreprises privées le droit à des indemnités et à des secours de leur patron, que les ouvriers des travaux publics avaient depuis cinquante ans. Cette loi a complètement modifié le caractère et le taux des secours et indemnités dus par les entrepreneurs de travaux publics à leurs ouvriers blessés.

Nous étudierons rapidement les stipulations en faveur des ouvriers blessés sur les travaux publics contenues dans les cahiers et règlements antérieurs à la loi de 1898; nous examinerons ensuite les conditions d'application de cette loi, et le rôle des assurances qui permettent à l'entrepreneur de se décharger de la responsabilité qui lui incombe.

CHAPITRE PREMIER

STIPULATIONS EN FAVEUR DES OUVRIERS BLESSÉS DANS LES RÈGLEMENTS DE TRAVAUX PUBLICS ET CAHIERS DES CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES ANTÉRIEURS A LA LOI DE 1898

Les travaux publics sont de deux sortes : travaux civils et travaux militaires. Nous étudierons, dans les différents cahiers réglementant ces travaux, les stipulations ayant trait à la responsabilité des entrepreneurs en cas d'accidents arrivés à leurs ouvriers.

Les cahiers de 1811 et de 1833 ne s'occupent pas des ouvriers blessés, et il faut attendre l'arrêté ministériel du 15 décembre 1848 pour trouver une réglementation des secours et indemnités dus par les entrepreneurs de travaux publics à leurs ouvriers victimes d'accidents causés par ces travaux.

Cependant, cette idée de secours aux ouvriers blessés, qui devait faire de si grands progrès sous le régime républicain, a son origine sous l'ancien

régime. Louis XIV s'occupant de construire le palais de Versailles et de restaurer le Louvre avait, dans un accès de bienveillance, ordonné que des gratifications, ou même des pensions reversibles sur les veuves, fussent accordées aux ouvriers tués ou blessés dans les bâtiments. Cette mesure de bienveillance fut-elle suivie d'effet ? Nous n'avons aucun document pour nous renseigner à ce sujet. En tout cas ce fut un acte isolé, et jusqu'à la Révolution de 1848 rien n'a été fait en faveur des ouvriers blessés. La révolution de 1848, comme toutes les réactions, a eu ses exagérations ; mais de ces exagérations naquit l'arrêté ministériel du 15 décembre 1848, qui devait être le point de départ de toute une réglementation des accidents du travail dans les travaux publics, réglementation qui a abouti à la loi de 1898.

D'après cet arrêté, des ambulances devaient être établies sur la proposition des ingénieurs ou architectes et avec l'autorisation du ministre sur les ateliers de travaux publics qui, par leur importance, leur situation et la nature des travaux rendaient cette mesure nécessaire. Le service des ambulances était fait par des chirurgiens ou médecins pris autant que possible dans la localité la plus voisine, et les ouvriers atteints de blessures occasionnées par les travaux, après avoir reçu sur place les premiers soins, étaient soignés gratuitement à l'hôpital ou à domicile. Pen-

dant la durée de l'interruption obligée du travail qui devait être constatée par un certificat de médecin, ils recevaient la moitié du salaire qu'ils auraient pu gagner s'ils avaient continué à travailler. La situation des ouvriers soignés à l'hôpital était meilleure que celle de ceux soignés à domicile, ils n'avaient absolument rien à payer et recevaient la même indemnité ; ce n'était pas juste. Aussi la circulaire ministérielle du 22 octobre 1851, après avis du conseil des ponts-et-chaussées, vint-elle modifier cet état de choses en déclarant que l'allocation de moitié du salaire serait accordée aux ouvriers soignés à l'hôpital dans le cas seulement où ils seraient mariés et auraient charge de famille.

Les autres articles de l'arrêté de 1848 contenaient les stipulations suivantes :

Lorsque par suite de blessures, les ouvriers seront devenus impropres au travail de leur profession, on leur allouera la moitié de leur salaire pendant une année à partir du jour de l'accident. Lorsqu'un ouvrier marié ou ayant des charges de famille aura été tué sur les travaux ou aura succombé à la suite de blessures occasionnées par les travaux, sa veuve ou sa famille aura droit à une indemnité de trois cents francs (300 fr.). Ce chiffre était absolument dérisoire. Que pouvait faire avec 300 francs une veuve restant avec plusieurs enfants en bas âge ? Mais il faut tenir compte

que cet arrêté de 1848 accordait pour la première fois des secours aux ouvriers blessés et des indemnités aux familles des ouvriers tués, et que ces indemnités étaient accordées aux ouvriers plutôt comme une mesure de bienveillance que comme une application d'un droit de ces ouvriers.

D'ailleurs, ces secours pouvaient être augmentés par des décisions spéciales du ministre des Travaux publics, selon la position et les besoins des victimes ou de leurs familles.

Les ouvriers qui étaient blessés dans un état d'ivresse ne pouvaient recevoir que des secours médicaux. C'était le seul cas dans lequel l'ouvrier n'avait pas droit à indemnité. Les ouvriers blessés par un accident causé par leur faute ou leur imprudence avaient droit à l'application de l'arrêté de 1848; c'était là une mesure exceptionnelle, car d'après la jurisprudence existante jusqu'à la loi de 1898, le droit à indemnité n'appartenait à l'ouvrier que s'il pouvait établir la faute du patron.

Tels étaient les secours et indemnités accordés aux ouvriers blessés et à leurs ayants droit par l'arrêté du 15 décembre 1848.

Où trouvait-on les fonds nécessaires pour assurer le service médical et le paiement des secours. Dans ce but on opérait une retenue de 2 o/o sur le prix de la main-d'œuvre des travaux adjugés. Cette retenue

donna lieu à quelques difficultés d'application. Devait-elle être versée dans une caisse spéciale ? Comment les dépenses de secours seraient-elles payées ? La circulaire du 22 juillet 1849 résolut ces deux questions : la retenue de 2 o/o demeure intégralement comprise dans le crédit de l'opération jusqu'au moment où il devient nécessaire d'y puiser pour faire face à l'un des besoins auxquels elle est destinée à pourvoir ; les dépenses de secours sont mandatées et payées suivant les règles de la comptabilité publique. Cette retenue de 2 o/o portait sur le prix de la main-d'œuvre des travaux adjugés ; il était difficile d'évaluer exactement la valeur de cette main-d'œuvre ; on admettait pour plus de simplicité que la main-d'œuvre représentait la moitié du prix des travaux ; cette évaluation de fait fut consacrée par la circulaire ministérielle du 22 octobre 1851, qui spécifia que la retenue de 2 o/o sur le prix de la main-d'œuvre des travaux adjugés serait désormais remplacée par une retenue de 1 o/o sur le montant de l'ensemble des travaux adjugés.

Mais le produit de cette retenue pouvait être insuffisant ; dans ce cas il y était pourvu par une allocation dont le montant, réglé par le ministre des Travaux publics, était prélevé sur les fonds des travaux.

Au contraire, si ce produit excédait les besoins cons-

tatés jusqu'à la fin de l'entreprise, le surplus était rendu à l'entrepreneur.

Les articles 11 et 12 de l'arrêté du 15 décembre 1848 indiquent les formalités à remplir pour faire connaître les accidents à l'administration.

Art. 11. — Lorsqu'un accident aura occasionné la mort d'un ouvrier, un procès-verbal en sera immédiatement dressé par les agents de l'administration. Le procès-verbal fera connaître la cause et les circonstances de l'accident.

Art. 12. — Chaque année les ingénieurs et architectes adresseront à l'administration un relevé des accidents de toute nature qui seront arrivés dans les travaux. Le relevé devra faire connaître les causes auxquelles les accidents pourront être attribués.

La circulaire du 17 janvier 1853 a établi une formule obligatoire qui donne les noms des ouvriers, l'emplacement des travaux, la date, la nature et la cause des accidents, la durée de l'incapacité de travail, le montant des secours alloués et des frais de traitement, les dépenses totales à la charge de l'entrepreneur d'une part, et à la charge de l'État ou du département d'autre part.

Quelques mois avant l'arrêté du 15 décembre 1848, le 15 juillet 1848, un décret portant admission des associations d'ouvriers à l'exécution des travaux publics, avait obligé les associations à avoir un fonds

de secours destiné à subvenir aux besoins des ouvriers blessés par suite de l'exécution des travaux, des veuves et des enfants des associés morts à la suite de ces blessures. A cet effet il était retenu 2 0/0 sur les salaires.

Nous avons vu que l'arrêté du 15 décembre 1848 accordait le demi-salaire aux ouvriers blessés par suite d'accidents occasionnés par les travaux. Combien de temps ce demi-salaire devait-il être payé ? Il y avait là une source de difficultés. Certains auteurs pensaient que cette indemnité devrait être versée seulement pendant une année ; d'autres qu'elle devait être continuée au delà, tant que l'état du blessé n'est pas devenu définitif. Par son avis du 27 mai 1850, le conseil général des ponts et chaussées déclara que le demi-salaire devait être continué au delà d'une année, tant que la guérison était possible, et que l'année devait être comptée de trois cent soixante-cinq jours sans rien déduire pour les dimanches et jours fériés. Le préfet fixait, sur l'avis de l'ingénieur en chef, les secours aux ouvriers blessés dans les limites déterminées par les circulaires et instructions ministérielles. Le ministre déterminait les allocations supplémentaires prévues par l'article 7 de l'arrêté du 15 décembre 1848. Ces allocations accordées souverainement par le ministre devaient-elles rester aux frais de l'État ou de l'entreprise. D'après l'arrêté de

1848, le concours de l'État était prévu seulement dans le cas où le produit de la retenue de 1 o/o était insuffisant ; par argument *a contrario*, on en déduisait donc qu'il n'y avait pas lieu à allocation de l'État tant que les dépenses n'excédaient pas cette retenue ; et les allocations supplémentaires ordonnées par le ministre étaient laissées à la charge de l'entrepreneur, quand elles étaient accordées dans les limites du fonds de secours.

Les mesures administratives prescrites par l'arrêté de 1848 avaient surtout un caractère de principe ; le plus souvent les entrepreneurs assuraient directement par eux-mêmes les secours médicaux à donner à leurs ouvriers, soit en soldant les journées d'hospitalisation, soit en réglant les frais résultant des soins donnés à domicile et en payant les indemnités stipulées par l'arrêté de 1848.

L'arrêté de 1848 en fixant le chiffre des indemnités ne fixait qu'un minimum ; rien n'empêchait les ouvriers, s'ils croyaient pouvoir obtenir une indemnité supérieure en invoquant l'article 1382 du Code civil, de faire valoir leurs droits devant les tribunaux compétents ; seulement dans l'évaluation de l'indemnité, les juges devaient tenir compte des soins et secours déjà accordés aux ouvriers.

Les dispositions de l'arrêté de 1848, modifié par les différentes circulaires, furent réunies dans le

cahier des clauses et conditions générales des travaux publics de 1866. D'après l'article 16 du titre premier de ce cahier, on opère une retenue d'un centième sur les sommes dues à l'entrepreneur, à l'effet d'assurer sous le contrôle de l'administration des secours aux ouvriers atteints de blessures occasionnées par les travaux, à leurs veuves et à leurs enfants, et de subvenir aux dépenses du service médical.

La partie de cette retenue restant sans emploi à la fin de l'entreprise, est remise à l'entrepreneur.

Cet article ne fait que reproduire les dispositions essentielles de la circulaire du 22 octobre 1851. Cette retenue de 1 o/o devait-elle porter seulement sur les travaux dont les prix étaient prévus au bordereau ou encore sur ceux qui avaient été l'objet d'allocations supplémentaires ?

Comme elle devait être prélevée sur le prix de l'ensemble des travaux on la faisait également porter sur ces derniers.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des devoirs de l'entrepreneur envers ses ouvriers blessés ; mais ne pourrait-il pas y avoir des cas où la responsabilité de l'administration fût engagée. Évidemment, et cette responsabilité fait l'objet de l'article 18 du cahier de 1816 ainsi conçu :

L'entrepreneur est seul responsable des accidents qui

arrivent sur ses chantiers. L'administration ne pourrait être mise en cause qu'autant que ses agents auraient donné, soit à l'entrepreneur, soit directement à ses ouvriers un ordre ou une instruction pouvant engager sa responsabilité.

Le ministre des Travaux publics, sauf recours au Conseil d'État, doit connaître les demandes tendant à faire déclarer l'État responsable de la faute et de la négligence des agents de l'administration chargés de surveiller l'entrepreneur.

Le cahier de 1866 fut applicable jusqu'au 16 février 1892, date à laquelle fut publié un nouveau cahier, apportant quelques légères modifications.

A cette époque, on prévoyait qu'une loi générale sur les accidents serait bientôt établie; l'idée dominante du cahier de 1892 est de n'engager en rien l'avenir et de garder toute liberté pour pouvoir appliquer cette loi, dès sa promulgation, aux travaux publics.

L'article 16 du cahier de 1866 est modifié en ces termes :

L'entrepreneur a charge entière de toutes les dépenses du service médical de l'entreprise, des soins, secours et indemnités dus aux ouvriers et employés victimes d'accidents survenus sur les chantiers, des secours et indemnités dus aux veuves et aux familles de ces ouvriers et employés.

Il est soumis à cet égard à toutes les lois en vigueur au moment de l'adjudication et éventuellement à celles qui pourraient être promulguées au cours des travaux et que le législateur déclarerait immédiatement applicables aux entreprises en cours d'exécution. Mais en ce qui concerne les décrets et arrêtés ministériels, l'entrepreneur n'est soumis qu'à ceux en vigueur au moment de l'adjudication, ou s'il doit être soumis à un décret postérieur, il a droit à indemnité.

Pour que cette étude des règlements antérieurs à la loi de 1898 concernant la responsabilité des entrepreneurs de travaux publics en cas d'accident soit complète, nous devons étudier les travaux militaires qui n'étaient pas soumis aux mêmes règles que ceux des ponts et chaussées.

Dès le cahier du 18 octobre 1823, nous trouvons des mesures en faveur des ouvriers blessés sur les travaux du génie. L'État prend à sa charge tous les frais des soins donnés aux ouvriers dans les hôpitaux militaires. Les blessés sont reçus dans ces hôpitaux sur le certificat de l'officier du génie chargé de la conduite de l'ouvrage, visé par le chef du génie et par le sous-intendant militaire.

Le directeur des fortifications peut, après avoir obtenu l'autorisation du ministre de la Guerre, faire accorder à ces ouvriers une indemnité pour le temps

qu'ils n'ont pu travailler et subvenir aux besoins de leur famille.

Cette disposition fut complétée par l'article 21 du devis général du 7 mai 1857, ainsi rédigé :

Le directeur des fortifications peut, sur la proposition du chef du génie, solliciter du ministre, en faveur d'ouvriers ou employés blessés sur les travaux, un secours en rapport avec le temps pendant lequel ils se sont trouvés dans l'impossibilité de travailler.

Il peut également demander des secours en faveur des familles nécessiteuses d'ouvriers tués sur les travaux ou morts des suites des blessures qu'ils y auraient reçues. L'entrepreneur reste d'ailleurs responsable vis-à-vis des ouvriers ou des familles des accidents qui lui seraient imputables par suite de négligence ou de toute autre cause.

Avec le cahier du 25 novembre 1876, le point de vue change ; l'entrepreneur n'est plus seulement responsable des accidents survenus par sa faute, il est responsable vis-à-vis des ouvriers et de leurs ayants droit de tous les accidents causés par les travaux ; on peut voir là en germe la théorie du risque professionnel.

Le directeur du génie conserve le droit de solliciter du ministre des secours en faveur des ouvriers blessés et des familles des ouvriers tués, comme dans le devis général de 1857.

Les ouvriers civils peuvent être traités dans les hôpitaux militaires ; l'entrepreneur est tenu d'acquitter le montant des journées de traitement d'après le décompte établi par le service de l'intendance. En cas de non paiement dans les huit jours qui suivent la notification administrative de ce décompte, le montant en sera retenu sur le premier acompte à délivrer à l'entrepreneur.

Tel était l'état de la législation relative aux accidents des travaux publics quand fut votée la loi de 1898, qui unifia la situation des entrepreneurs des travaux publics des ponts et chaussées et des travaux publics militaires.

Nous étudierons les différentes dispositions de cette loi et leur application aux travaux publics.

CHAPITRE II

LA LOI DU 9 AVRIL 1898

LE RISQUE PROFESSIONNEL

SON APPLICATION AUX TRAVAUX PUBLICS

OUVRIERS BÉNÉFICIAIRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI DE 1898

Après de longues discussions la loi sur les accidents du travail fut votée le 9 avril 1898.

Le 1^{er} juillet 1899, cette loi fut déclarée applicable à tous les ouvriers blessés sur les chantiers de travaux publics, que ces travaux soient exécutés à l'entreprise ou en régie.

L'entrepreneur assure lui-même sur ses chantiers et ateliers l'application de la loi ; il a la charge entière des secours et indemnités qui peuvent être dus aux ouvriers blessés.

D'après les anciens règlements, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le montant des secours et indemnités dus par l'entrepreneur ne devait pas dépasser le centième du prix des travaux adjudés, le surplus étant payé par l'administration.

Depuis la loi de 1898, la responsabilité de l'entreprise n'ayant pas d'autres limites que celles fixées par cette loi, la retenue de 10/o a disparu, et l'administration ne doit plus participer au paiement des secours et indemnités ; cependant si l'accident résultait d'un ordre formel d'un agent de l'administration, la responsabilité de celle-ci serait engagée.

Nous devons étudier les différents articles de la loi du 9 avril 1898, pour déterminer quelle est actuellement la responsabilité des entrepreneurs des travaux publics en cas d'accident.

Cette loi a complètement modifié le caractère des secours et indemnités dus aux ouvriers blessés.

Ce n'est plus la charité qui leur est accordée, c'est la justice qui leur est rendue ; les idées sociales ont heureusement fait des progrès ; on a reconnu que si les ouvriers avaient des devoirs, ils avaient aussi des droits ; ils louent à un patron, moyennant un salaire, leur force intellectuelle et physique ; n'est-il pas juste que ce patron les garantisse contre toute diminution de ces forces causée par un accident du travail. Personne ne met en doute qu'un entrepreneur ayant loué une machine ne doit payer lui-même les avaries que le travail, qu'il a fait exécuter, a causées à cette machine. Eh bien ! l'ouvrier sous les ordres de son patron est une machine en location, mais une machine intelligente et susceptible de sensation ; après l'exé-

cution du travail, le patron doit le rendre sain et sauf, comme il l'a pris ; ou sinon il doit l'indemniser contre toutes les conséquences que peut avoir, soit pour lui-même, soit pour sa famille, l'atteinte portée à son intégrité.

Suivant la remarque de M. Saleilles, c'est parce que le chef de l'exploitation profite des bonnes chances que la loi met à sa charge les mauvaises chances : les risques de la profession. Le risque professionnel, tel est le fondement de l'obligation qui pèse sur l'entrepreneur.

Nous devons d'abord rechercher quels sont les ouvriers pouvant bénéficier des dispositions de la loi de 1898. La condition essentielle est qu'un contrat de louage d'ouvrage soit conclu entre l'entrepreneur et l'ouvrier et que celui-ci ait été effectivement occupé sur le chantier.

Il est évident que l'existence du contrat de louage ne suffit pas pour rendre le chef d'entreprise responsable des accidents de travail arrivés à l'ouvrier, il faut que celui-ci ait été soumis à ses ordres. Les ingénieurs de l'État, surveillant les travaux, n'ont droit à aucun secours ou indemnité de la part de l'entrepreneur, s'ils sont victimes d'un accident, car il n'existe pas de contrat de louage entre eux et cet entrepreneur.

Comme tout contrat, le contrat de louage d'ouvrage

peut être rescindable pour violence, erreur sur la personne ou dol. Les deux premiers cas ne se conçoivent guère, en admettant même qu'un ouvrier use de violence pour se faire embaucher par un entrepreneur, le contrat de louage d'ouvrage se renouvelant sans cesse, cet ouvrier devrait recommencer ses violences à chaque renouvellement ; l'entrepreneur n'aurait certainement pas la patience ni la lâcheté de les supporter et emploierait les moyens nécessaires pour se débarrasser d'un ouvrier aussi gênant. Quant à l'erreur sur la personne, elle peut rarement se produire dans le contrat de louage d'ouvrage ; en général, un entrepreneur embauche des ouvriers sans s'occuper de leur personnalité. Cependant ce cas pourrait se présenter. Par exemple : un entrepreneur, ayant à faire effectuer un travail particulièrement difficile, désire embaucher un spécialiste dans la partie dont le nom seul lui est connu ; par erreur il engage un ouvrier du même nom qui n'est pas celui qu'il avait en vue.

Il y a évidemment erreur sur la personne et si cet ouvrier était victime d'un accident, l'entrepreneur, apprenant qu'il s'est trompé, pourrait-il invoquer son erreur pour demander la nullité du contrat de louage et par suite son irresponsabilité de l'accident ? Je ne le crois pas.

Dans ce cas tout spécial, il lui appartenait de bien

se renseigner sur la personnalité de l'ouvrier, et celui-ci ne saurait subir les conséquences d'une erreur qu'il n'a pas cherché à provoquer. Il en serait autrement si cette erreur résultait de fausses déclarations de l'ouvrier ; mais alors, le contrat de louage d'ouvrage serait rescindable pour dol, cas qui peut se présenter assez fréquemment.

Pour certains travaux publics, pour les travaux militaires particulièrement, les entrepreneurs ne peuvent pas occuper d'ouvriers étrangers. Un étranger se fait embaucher, en produisant de faux papiers, il est victime d'un accident, sa véritable nationalité est découverte, la nullité du contrat de louage d'ouvrage pourra être prononcée par la justice. Dans ce cas le contrat est censé n'avoir jamais existé, et par suite, l'ouvrier qui aurait été blessé dans l'entreprise ne peut se prévaloir des avantages du risque professionnel. Au contraire, si l'entrepreneur, ayant appris la ruse employée par l'ouvrier pour se faire embaucher, a continué à occuper celui-ci, le contrat de louage d'ouvrage est censé valable dès l'origine, et l'accident dont l'ouvrier a pu être victime par le fait ou à l'occasion du travail donne lieu à l'application de la loi de 1898.

La jurisprudence a fait une intéressante application de ces principes à un cas de dol.

Un ouvrier, pour être embauché sur un chantier

où n'étaient admis que des ouvriers âgés de dix-huit ans au moins, avait pris un faux nom et s'était donné faussement comme ayant dix-neuf ans, alors qu'il n'en avait que dix-sept ; ces manœuvres frauduleuses étaient une cause de rescision. Le patron n'en avait eu connaissance qu'après un accident survenu à leur auteur, et à la demande d'indemnité il excipa de la nullité du contrat de louage. Le tribunal et successivement la Cour lui donnèrent gain de cause, et décidèrent que la nullité rétroagissant au jour de la formation des engagements respectifs des parties, la victime était irrecevable à se prévaloir du principe du risque professionnel (1). Le pourvoi formé contre cette décision a été rejeté.

Les ouvriers de l'entreprise ayant un salaire dépassant 2.400 francs par an, les ouvriers étrangers sont soumis à des conditions particulières pour l'allocation des secours et indemnités ; nous étudierons ces exceptions quand nous traiterons du montant des secours et indemnités dus aux ouvriers blessés. D'après le décret des 10 et 11 août 1899, un entrepreneur ne doit employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'administration selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés. La rési-

1. Tribunal de la Seine, 19 mars 1900. — Cour d'appel, 21 juillet 1900.

dence de l'ouvrier devra être contrôlée ; une déclaration de résidence ou une omission de déclaration ne saurait suffire pour classer ou non l'ouvrier dans la catégorie des étrangers.

CHAPITRE III

CARACTÈRES DES ACCIDENTS AUXQUELS LA LOI DE 1898 EST APPLICABLE

Nous avons vu quels sont les ouvriers envers lesquels l'entrepreneur est responsable ; examinons maintenant quels sont les caractères des accidents mettant en jeu cette responsabilité.

D'abord, qu'est-ce qu'un accident ?

D'après la définition de M. Marestaing, un accident est une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une cause extérieure. Par cause extérieure on entend une cause étrangère à la constitution organique de la victime. La cause génératrice de la lésion est toujours soudaine dans un accident, mais la lésion elle-même peut affecter une marche progressive. L'action de la cause extérieure doit être assez violente pour porter atteinte au corps humain, c'est-à-dire pour déterminer une lésion interne ou externe. Tous les troubles cérébraux ou nerveux, tels que la démence, l'hystérie, l'hypocondrie, peuvent

avoir une origine traumatique et être par suite éléments constitutifs d'un accident. Certains états morbides, tels que hernies, insolation, tour de reins, sont tantôt des maladies, tantôt le résultat d'un accident ; c'est une question de fait et d'appréciation de déterminer s'il y a les caractères d'un accident du travail, ce sera souvent difficile.

Par exemple, un ouvrier est victime d'une insolation, et l'insolation est un risque de la vie courante ; mais par suite de la disposition du chantier, de la place qu'il devait occuper pour exécuter le travail qui lui avait été commandé, l'ouvrier était spécialement exposé aux rayons du soleil ; cette insolation sera considérée comme un accident du travail.

Pour que la loi de 1898 soit applicable, l'accident doit être survenu par le fait ou à l'occasion du travail,

D'après la Cour de cassation, on doit considérer comme survenu par le fait du travail tout accident causé par l'outillage de l'entreprise ou par les forces qui l'actionnent, et arrivé sur les lieux et pendant le temps où l'ouvrier était soumis à la direction de l'entrepreneur ou de son préposé ; c'est le risque créé par l'entreprise.

L'accident est survenu à l'occasion du travail toutes les fois que la cause tout en étant inhérente au travail ne consiste pas dans le choc d'un engin ou d'un moteur de l'exploitation.

Par exemple, un ouvrier en jouant blesse un camarade ; cet accident survenu aux heures et sur le lieu du travail est causé par un ouvrier dont le voisinage était imposé par le travail ; sans aucun doute, la loi de 1898 sera applicable. Le risque d'être blessé en jouant avec un camarade est un risque de la vie courante, mais il est aggravé par le fait du travail qui impose le voisinage d'ouvriers plus ou moins turbulents.

L'accident devant être survenu par le fait ou à l'occasion du travail pour que la loi de 1898 soit applicable, il faut connaître la durée et le lieu du travail.

Le travail commence au moment où l'autorité de l'entrepreneur prend naissance, et cesse au moment où cette autorité prend fin.

Par lieu du travail on entend tout endroit où l'ouvrier se trouve pour l'exécution de sa tâche.

Un ouvrier blessé en se rendant sur le chantier peut-il demander l'application de la loi de 1898 ? Non, excepté dans deux cas, si l'entrepreneur assure lui-même le transfert de ses ouvriers, ou si l'accès du chantier est particulièrement dangereux.

Par exemple : un entrepreneur est adjudicataire de la construction d'un pont sur un fleuve ; pour se rendre à son travail, l'ouvrier est obligé de prendre une barque mise à la disposition des ouvriers par l'entrepreneur ; cette barque chavire et l'ouvrier est noyé ;

les ayants droit de la victime pourront demander l'application de la loi de 1898.

L'ouvrier se rendant d'un lieu de travail à un autre sur l'ordre d'un entrepreneur a la garantie du risque professionnel. De même l'ouvrier se déplaçant pour faire une commission déterminée ou un voyage dans l'intérêt de l'entreprise, avec autorisation du patron, peut, s'il est blessé, réclamer les secours et l'indemnité prévus par la loi de 1898.

Un entrepreneur, adjudicataire de la construction d'une école, envoie un de ses ouvriers acheter du vin chez un marchand voisin pour ses camarades ; en faisant cette commission l'ouvrier tombe et se casse une jambe, l'entrepreneur sera responsable d'après la loi de 1898.

Le travail n'est pas continu ; il y a forcément des interruptions. Pendant ces interruptions l'ouvrier est-il garanti contre les accidents par la loi de 1898 ?

D'une façon générale, l'ouvrier restant sur le chantier peut, s'il est blessé, demander le bénéfice de la loi de 1898. S'il quitte le chantier, il faut distinguer suivant qu'il va accomplir une mission de service ou agit dans son intérêt purement personnel ; le risque professionnel est applicable dans le premier cas et inapplicable dans le second.

Il y a deux sortes d'interruptions du travail ; les

interruptions régulières et périodiques et les interruptions fortuites.

Les premières ont pour but de permettre aux ouvriers de se reposer ou de prendre de la nourriture ; les accidents qui arriveraient aux ouvriers pendant ce temps seraient considérés comme accidents du travail.

Nous avons un exemple intéressant à ce point de vue dans un arrêt de la Cour de cassation du 23 avril 1902, sur pourvoi contre un arrêt de la Cour d'appel de Poitiers du 28 mai 1901.

« Barré, ouvrier de Nicot, entrepreneur de travaux publics exécutés dans le port des Sables-d'Olonne, se trouvait le 30 septembre 1900 occupé depuis un temps assez prolongé pour qu'il dût, vers minuit, prendre quelque nourriture. Il se retira dans le baraquement des machines pour prendre son repas et sortit pour jeter les restes dehors ; il s'engagea sur la jetée comprise en cette partie dans le chantier.

» Attendu que les bords n'étaient pas pourvus de barrières et que le défaut d'éclairage y rendait la circulation dangereuse, que Barré tomba dans le chenal, à ce moment à sec, et s'y blessa.

» Attendu que, de ces constatations, il résulte que le travail a été l'occasion de l'accident survenu à Barré ; que cet accident est survenu en effet dans le lieu et à

l'heure du travail, et qu'il est dû au défaut d'éclairage du chantier,

» Barré peut se prévaloir des dispositions de la loi de 1898. »

Au contraire il n'y a pas accident du travail quand un ouvrier profite de la pause pour se livrer par caprice, sans aucune utilité pour l'entreprise, à des exercices dangereux.

L'ouvrier d'un entrepreneur chargé de la construction d'un édifice public ayant fait un pari, s'amuse pendant l'interruption du travail à se suspendre dans le vide à une grande hauteur ; il tombe et se tue ; l'entrepreneur ne sera tenu envers les ayants droit de cet ouvrier à aucune indemnité.

L'ouvrier interrompant son travail pour se désaltérer ou pour satisfaire un besoin naturel, est protégé par la loi de 1898 contre les conséquences d'un accident dont il pourrait être victime pendant ce temps. Au contraire, il n'aurait pas droit au bénéfice de cette loi s'il interrompait son travail pour se livrer par caprice à un acte dangereux, pour accomplir un travail étranger à l'entreprise ou s'il s'éloignait du chantier sans autorisation.

Examinons maintenant quel est le lieu du travail au point de vue de l'application de la loi de 1898.

Le lieu du travail comprend tout endroit où l'ouvrier se trouve pour les besoins de l'entreprise. D'une

manière moins générale, on entend par lieu du travail la totalité de l'espace dont dispose le chef d'entreprise, tous les locaux ou chantiers où l'ouvrier exerce son activité utilement pour l'exploitation.

Souvent les entrepreneurs établissent des baraquements et des cantines où les ouvriers sont logés et prennent leurs repas.

Les accidents survenus dans ces bâtiments sont-ils considérés comme accidents du travail ?

L'usage de ces baraquements et de ces cantines peut être obligatoire ou facultatif pour les ouvriers ; dans le premier cas il est certain que la responsabilité de l'entrepreneur sera beaucoup plus étendue, et que les accidents dont les ouvriers seront victimes dans ces endroits seront le plus souvent considérés comme accidents du travail. Dans le second cas, l'entrepreneur sera responsable suivant la loi de 1898 si l'accident résulte d'un vice de construction du baraquement ou de la cantine ; par exemple, une poutrelle tombe sur un ouvrier et le tue, les ayants droit de cet ouvrier recevront les indemnités prévues par la loi. Au contraire, si l'ouvrier, en descendant un escalier, tombe et se casse une jambe, il n'y a pas accident du travail, car cet accident eut aussi bien pu lui arriver chez lui ou dans tout autre logement.

L'accident peut résulter d'un cas de force majeure, éboulement, inondation... la loi de 1898 sera applicable

quand l'entreprise aura aggravé ce cas de force majeure.

Ainsi, pour construire un pont sur une rivière, un entrepreneur a établi un barrage en amont de son chantier ; à la suite de pluies abondantes, les eaux rompent ce barrage, se précipitent en torrent, entraînant les baraquements établis sur les rives, plusieurs ouvriers sont noyés ; l'entrepreneur sera responsable dans les limites de la loi de 1898, car le risque d'inondation, cas de force majeure, a été fortement aggravé par l'existence du barrage nécessaire pour l'exécution du travail entrepris.

Certains accidents, tout en étant survenus en dehors des heures et du lieu de travail, ont cependant une cause incohérente au travail et rentrent par suite dans la loi de 1898.

Un contremaître réprimande un ouvrier, celui-ci ne répond rien, mais, son travail terminé, va se poster près de la demeure du contremaître, l'attend, se jette sur lui et le blesse ; je pense qu'il y a là accident du travail. Le risque d'être attaqué est un risque de la vie courante, mais, dans ce cas particulier, ce risque a été créé par le travail, car, l'ouvrier, en attaquant le contremaître, n'obéit pas à d'autre mobile qu'au désir de se venger de la réprimande qu'il a reçue à l'occasion de son travail.

Certains actes de complaisance, de réciprocité ou

de dévouement, accomplis avec l'assentiment, au moins tacite de l'entrepreneur, donnent lieu à l'application de la loi de 1898 pour les accidents qu'ils peuvent causer aux ouvriers.

Il est d'usage que les ouvriers de divers métiers travaillant à la construction du même bâtiment s'entr'aident quand ils ont de lourds fardeaux à déplacer ; les ouvriers victimes d'accident en aidant leurs camarades jouissent du bénéfice de la loi de 1898 ; ainsi peut demander l'application de cette loi l'ouvrier de l'entrepreneur de la charpente d'une mairie, qui se blesse en aidant les ouvriers de l'entrepreneur de la maçonnerie de cette même mairie à monter un bloc de pierre.

Il en est de même des actes de dévouement ; les parents de l'ouvrier qui se noie en sauvant un camarade tombé à l'eau en travaillant ; l'ouvrier qui se blesse en éteignant un incendie qui s'est déclaré dans l'édifice où il travaille, ont droit aux secours et indemnités prévus par la loi.

Les entrepreneurs de travaux publics occupent généralement un nombre assez important d'ouvriers ; le jour de la paie chacun doit attendre son tour. Un accident dont un ouvrier est victime à ce moment est-il considéré comme accident du travail ?

Oui, car l'ouvrier est encore sur le lieu du travail et sous l'autorité du patron, et cet accident est bien

survenu par le fait et à l'occasion du travail, le paiement du salaire se rattachant directement à l'accomplissement du travail.

Nous avons vu qu'en cas de force majeure, l'entrepreneur peut être déclaré responsable de l'accident si le risque de force majeure a été aggravé par l'entreprise.

De la même catégorie que la force majeure est le cas fortuit ; la force majeure résulte d'une cause extérieure, tandis que le cas fortuit prend naissance dans l'entreprise mais est complètement indépendant de la volonté de l'entrepreneur ; le nombre des cas fortuits diminue avec les progrès de la science. Tel accident qu'il est impossible de prévoir et d'éviter aujourd'hui en l'état actuel de la science pourra demain être prévu et empêché grâce à une nouvelle découverte.

La chaudière d'un cylindre à vapeur dont se sert un entrepreneur pour l'encaissement d'une route, fait explosion ; cette chaudière avait été construite avec toutes les garanties désirables ; il était impossible de prévoir qu'elle ferait explosion. Le chauffeur est blessé ; il a droit aux secours et indemnités de la loi de 1898, car l'entrepreneur est responsable des cas fortuits.

Tous ces accidents causés par l'outillage de l'entreprise, par un cas de force majeure ou par un cas for-

tuit sont des accidents arrivés par le fait du travail.

Sont considérés comme accidents survenus à l'occasion du travail, les accidents causés par la faute des personnes, entrepreneur, victime ou tiers.

On peut classer comme intermédiaire entre ces deux catégories d'accidents, l'accident arrivé à un ouvrier par suite d'un malaise ou d'une maladie dont il est atteint. Cet accident entraînera l'application de la loi de 1898 seulement si la gravité des conséquences est due à l'outillage ou aux dispositions matérielles de l'exploitation.

Un maçon occupé à la construction d'un édifice public est pris d'un étourdissement, tombe d'un échafaudage et se blesse grièvement ; l'entrepreneur sera responsable de cet accident, car les conséquences du malaise de l'ouvrier ont été aggravées par la place qu'il était obligé d'occuper pour l'exécution de son travail.

L'entrepreneur peut être la cause de l'accident arrivé à son ouvrier ; cet accident sera considéré comme accident du travail s'il est arrivé sur le lieu et pendant la durée du travail.

Par exemple, un entrepreneur venant en automobile examiner les travaux, renverse en entrant sur le chantier, pendant les heures de travail, un de ses ouvriers et le blesse, la loi de 1898 sera applicable. Il en serait de même si l'accident était causé par un préposé.

Souvent des ouvriers sont blessés par leurs camarades ; l'entrepreneur devra-t-il être responsable de ces accidents ?

Il y a plusieurs cas à envisager.

Deux ouvriers se taquinent et plaisantent ensemble, l'un d'eux est blessé. S'il est prouvé que la victime avait provoqué cette plaisanterie qui lui a été funeste, le tribunal pourra lui refuser la garantie du risque professionnel. Au contraire, si l'ouvrier blessé travaillait et a dû subir malgré lui les taquineries de son camarade, l'accident sera considéré comme accident du travail et l'entrepreneur sera responsable. Le tribunal devra toujours prendre en considération si la blessure a été causée ou aggravée par l'outillage de l'exploitation.

Un ouvrier blessé en travaillant par suite de la maladresse d'un voisin de travail aura droit aux secours et indemnités prévus par la loi, cet accident étant bien survenu à l'occasion du travail. Est garanti également par le risque professionnel l'ouvrier atteint par un projectile lancé par un de ses camarades à un autre, car le voisinage de cet ouvrier lui est imposé par le travail.

Un ouvrier peut être victime de violences de la part d'un chef ou d'un camarade. Il faudra déterminer si ces violences résultent d'une animosité personnelle ou si elles ont leur source dans le travail ; la

loi de 1898 serait applicable dans le second cas seulement.

Nous avons vu que la loi protège le contremaître blessé par un ouvrier qui voulait se venger d'une réprimande adressée au sujet de son travail ; de même est protégé l'ouvrier frappé par un contremaître à l'occasion du travail.

Peu nombreux sont les accidents causés par le fait d'un tiers, qui doivent être considérés comme accidents du travail. Pour que la victime d'un de ces accidents puisse invoquer la garantie du risque professionnel, il faut qu'elle ait été spécialement exposée par l'exécution de son travail ; il est évident que le bénéfice de la loi de 1898 sera accordé au surveillant de chantier blessé par un rôdeur venu pour voler dans le chantier dont il a la garde.

Contrat de louage d'ouvrage existant entre l'ouvrier et l'entrepreneur, relation entre l'accident et le travail, telles sont les deux conditions essentielles pour que la responsabilité de l'entrepreneur soit engagée et qu'il appartienne à la victime de prouver ; les présomptions graves tiendraient lieu de preuves dans bien des cas.

Certains accidents causés par les tiers sont considérés comme accidents du travail et entraînent la responsabilité de l'entrepreneur. Mais il est juste que le tiers, auteur de l'accident, soit obligé de réparer

le tort qu'il a causé ; ce point est réglé par l'article 7, ainsi conçu :

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à une concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef de l'entreprise à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Nous étudierons seulement les droits accordés à l'entrepreneur par cet article. L'entrepreneur agit contre les tiers comme subrogé légalement aux droits et actions de l'ouvrier ou de ses représentants ; il peut donc se servir de toutes les voies que ceux-ci auraient

eues sous l'empire du droit commun contre l'auteur de l'accident ; il peut intervenir comme partie civile devant une juridiction répressive.

L'entrepreneur ne pourrait pas exercer une action contre le tiers par voie d'appel en garantie de ce tiers dans l'instance en fixation de l'indemnité forfaitaire. L'appel en garantie n'est autorisé que lorsque la dette du garant et celle du garanti sont indivisibles ou connexes ; l'obligation du chef d'entreprise est complètement distincte de celle du tiers responsable.

Quelle indemnité l'entrepreneur peut-il réclamer au tiers responsable ?

Il ne peut réclamer une indemnité supérieure à celle qu'il doit à la victime en vertu de la loi de 1898 ; au contraire, la victime ou ses ayants droit peuvent obtenir une indemnité plus élevée que celle fixée par la loi. Dans ce cas, l'entrepreneur ne doit plus rien à la victime ou à ses représentants qui auront droit à l'excédent. Mais si la réparation pécuniaire, à laquelle est condamné le tiers responsable, n'atteint pas le chiffre prévu par la loi de 1898, l'entrepreneur n'est exonéré que jusqu'à une concurrence.

D'après l'article 7, le tiers, auteur de l'accident, devra verser le capital nécessaire à la constitution de la rente à la Caisse nationale des retraites ; cette capitalisation et ce versement ne sont obligatoires que pour les rentes dues aux ayants droit de la loi

de 1898 ; les dommages-intérêts accordés par décision de justice aux autres parents ont la forme que les tribunaux jugent à propos de leur donner.

Si les dommages-intérêts mis à la charge du tiers, dépassent le taux légal des rentes dues en vertu de la loi de 1898, le tribunal doit les accommoder à la forme d'indemnités temporaires et de frais médicaux et pharmaceutiques ou funéraires de façon à pouvoir en imputer le montant sur les indemnités de cette nature.

Pour connaître exactement le degré d'exonération de l'entrepreneur, il est nécessaire que les indemnités dues par le tiers soient de même nature que celles mises à la charge de l'entrepreneur par la loi de 1898.

Il faut remarquer que tout en étant tenus de donner à chaque nature d'indemnité la forme prévue par la loi de 1898, les tribunaux ne sont liés ni par le minimum ni par le maximum légal.

Si l'entrepreneur n'est pas en cause dans l'instance dirigée par la victime ou ses représentants contre le tiers, il a intérêt à intervenir toutes les fois qu'il a commencé à payer une partie de l'indemnité légale ; c'est pour lui le seul moyen d'obtenir un titre au remboursement des sommes déjà acquittées.

CHAPITRE IV

CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS SECOURS MÉDICAUX ET INDEMNITÉS

Nous avons envisagé les accidents dans leurs causes, nous allons maintenant les étudier dans leurs conséquences.

L'accident peut être suivi de la mort de l'ouvrier ou lui causer une incapacité permanente totale ou partielle, ou une incapacité temporaire.

Quelles seront les obligations de l'entrepreneur dans ces divers cas ?

Examinons d'abord le cas le plus fréquent : l'incapacité temporaire.

Il y a incapacité temporaire lorsque l'ouvrier, obligé de cesser son travail pour soigner la blessure causée par l'accident, retrouve après guérison la plénitude de ses moyens.

Dans ce cas l'ouvrier a droit à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident ; la loi de 1898 ajoute « si l'incapacité

de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour ».

Dans les travaux publics l'indemnité est due dès le premier jour d'interruption du travail et alors même que cette interruption n'aurait duré qu'un jour, suivant les termes de l'arrêté du 30 septembre 1899. Cette indemnité est due tous les jours, sans exception, que dure l'incapacité; il n'y a pas à déduire les dimanches et jours fériés, alors même qu'avant l'accident l'ouvrier blessé ne travaillait pas les dimanches et jours fériés. En cas de contestation pour le règlement de cette indemnité, le juge de paix sera compétent en dernier ressort.

Nous étudierons dans un chapitre suivant la manière dont est déterminé le salaire servant de base à cette indemnité. Quel qu'en soit le montant, les ouvriers ont toujours droit à la moitié de leur salaire quotidien.

Les ouvriers étrangers sont traités comme les ouvriers français au point de vue de l'indemnité temporaire et des frais médicaux et pharmaceutiques, dont nous parlerons plus loin, alors même qu'avant guérison complète ils quitteraient la France pour aller se faire soigner dans leur pays.

L'incapacité est permanente lorsque l'accident cause à l'ouvrier l'annulation ou une diminution de ses facultés de travail, qui durera toute sa vie. L'incapacité est totale dans le premier cas; partielle dans

le second. On ne peut pas établir une limite entre l'incapacité totale et l'incapacité partielle ; certaines incapacités seront totales pour les uns et partielles pour les autres.

Par exemple, un vieux terrassier a une jambe cassée à la suite d'un accident du travail ; après guérison de la fracture sa jambe reste trop faible pour lui permettre de reprendre son métier de terrassier ; ce sera pour lui une incapacité totale, car il est trop vieux pour apprendre un autre métier ; au contraire si cet accident était arrivé à un jeune ouvrier, susceptible de se créer une autre situation, c'eût été une incapacité partielle.

Quand l'accident cause à l'ouvrier une incapacité totale permanente, l'entrepreneur lui doit une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel.

Nous consacrerons un chapitre à la manière d'établir les salaires de base des diverses indemnités.

Pour l'incapacité partielle et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir à son salaire. L'incapacité partielle permanente comporte des degrés infiniment variables non seulement suivant la nature de la blessure, mais encore suivant la profession de la victime, son âge, l'état de sa santé et mille autres circonstances impossibles à prévoir d'avance.

L'état d'infirmité dans lequel se trouvait la victime

avant l'accident importe peu, le juge ne peut allouer à l'ouvrier atteint d'une incapacité permanente et absolue l'indemnité moindre fixée pour l'incapacité permanente et partielle sous le prétexte que telles eussent été les suites de l'accident si cet ouvrier n'eût été déjà infirme au moment où il a été blessé.

Lorsqu'un jugement ou arrêt constate qu'un ouvrier a été victime d'un accident survenu par le fait du travail qui l'a rendu aveugle et a entraîné ainsi une incapacité permanente et absolue, c'est à bon droit que le juge condamne le chef de l'entreprise à payer à l'ouvrier, conformément à la loi, une rente égale aux deux tiers du salaire effectif qui lui a été alloué pendant les douze mois écoulés avant l'accident, bien que l'ouvrier fût borgne auparavant(1).

En matière d'incapacité permanente partielle, la rente étant égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire de la victime, on doit pour l'établir comparer le salaire antérieur et le salaire postérieur à l'accident.

Pour apprécier l'importance de cette réduction, il convient de rechercher non pas seulement si le salaire a été effectivement réduit, mais encore dans quelle proportion la capacité de travail de l'ouvrier se

1. Cour d'appel de Caen, arrêt du 25 juin 1901 confirmé par arrêt de la Cour de Cassation du 10 décembre 1901.

trouve diminuée. Le fait que l'ouvrier victime d'un accident gagne un salaire aussi élevé qu'avant sa blessure, ne saurait suffire pour permettre à l'entrepreneur de ne pas payer la rente prévue par la loi ; les salaires ont pu être augmentés d'une manière générale, et il importe de rechercher si, malgré le maintien du salaire annuel antérieur, l'ouvrier n'a pas été atteint, par le fait de l'accident, d'une infirmité incurable diminuant d'une façon appréciable ses facultés de travail.

La rente pour incapacité permanente est due à partir du jour où l'état du blessé est devenu définitif, jusqu'à ce moment l'entrepreneur doit payer l'indemnité temporaire et les frais médicaux et pharmaceutiques.

Lorsque l'ouvrier reste atteint d'une infirmité incurable, il doit se procurer lui-même les appareils dont il a besoin, ces appareils n'ayant plus le caractère de moyens curatifs, qui, seuls, sont à la charge de l'entrepreneur. Les frais médicaux et pharmaceutiques comprennent toutes les dépenses nécessitées par le traitement reconnu nécessaire pour obtenir la guérison ou l'amélioration de la lésion traumatique, de quelque nature que soit le traitement. En réponse à ce devoir de l'entrepreneur, l'ouvrier doit suivre strictement les prescriptions du médecin et toute dépense supplémentaire causée par son mau-

vais vouloir resterait à sa charge. Il en serait également ainsi si l'ouvrier refusait de subir une opération chirurgicale ayant pour but de faciliter le traitement de la blessure ; au contraire, l'ouvrier pourrait, sans perdre le bénéfice de la loi pour aggravation, refuser de subir une opération mettant sa vie en danger ou portant atteinte à l'intégrité de son corps et ayant pour but d'augmenter sa capacité de travail. L'entrepreneur sera tenu de payer les dépenses supplémentaires résultant d'aggravations de l'état du blessé, ayant une relation de cause à effet avec l'accident du travail et n'étant pas imputables à la victime, telles que gangrène, erreur de diagnostic, mort sous le chloroforme, maladie épidémique sévissant dans l'hôpital et non au domicile de l'ouvrier.

Généralement l'entrepreneur a son médecin et son pharmacien ou le plus souvent celui de son assureur ; si l'ouvrier les accepte, les frais sont réglés en dehors de l'ouvrier, contre lequel le médecin et le pharmacien n'ont aucun recours.

L'ouvrier peut vouloir être soigné par un médecin de son choix ; dans ce cas, l'entrepreneur a intérêt à ce que le prix des soins de ce médecin soit fixé ; ce point a été réglé par le deuxième paragraphe de l'article 4 ainsi conçu :

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la

victime a fait elle-même choix de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

Ce tarif départemental est fixé par le conseil général, s'il n'en existe pas, le juge de paix doit fixer le taux des visites au prix réclamé habituellement aux ouvriers par les médecins de l'endroit où s'est produit l'accident ou encore se conformer au tarif des bureaux de bienfaisance ou des sociétés de secours mutuels.

Si l'ouvrier est soigné à l'étranger, on adopte le tarif du département où s'est produit l'accident. Mais le médecin peut ne pas accepter les honoraires ainsi fixés, dans ce cas, il aura recours pour le surplus contre l'ouvrier seulement, l'entrepreneur n'étant tenu pour le paiement des frais médicaux que jusqu'à concurrence des sommes fixées par le juge de paix.

La gravité de l'état du blessé peut nécessiter son traitement à l'hôpital. Si l'entrepreneur refuse, l'ouvrier peut passer outre en vertu de son droit de choisir son médecin. Si l'ouvrier refuse, l'entrepreneur devra d'abord obtenir l'avis du médecin traitant. Si celui-ci déclare que les soins hospitaliers sont nécessaires au blessé, la contestation sera portée devant le juge de paix qui pourra ordonner le traitement à l'hôpital. Cette décision ne pourra pas être exécutée par force,

mais le refus de s'y conformer sera une preuve du mauvais vouloir de l'ouvrier ; les aggravations résultant de ce fait auront une cause imputable à la victime et les frais supplémentaires qu'elles occasionneront resteront à sa charge.

L'ouvrier a accepté d'être traité à l'hôpital.

Quelles seront les obligations de l'entrepreneur ?

Il devra payer les frais d'hôpital suivant le tarif de l'assistance médicale gratuite : ce tarif est réglé par l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 qui dispose que le prix de la journée pour les malades du service de l'assistance médicale est réglé par le préfet après avis du conseil général et ne peut être inférieur au prix de revient constaté pendant les cinq dernières années, En payant les frais d'hôpital, l'entrepreneur paie la nourriture, le logement et l'entretien de l'ouvrier blessé ; la part afférente à ces dépenses devra être imputée sur les frais d'hôpital et se compenser à due concurrence avec l'indemnité temporaire qui comporte les mêmes éléments ; on devra tenir compte si l'ouvrier est marié ou célibataire.

Certains cahiers, spécialement les cahiers des travaux militaires, prévoient l'admission éventuelle dans les hôpitaux des ouvriers blessés sur les chantiers. Il n'en résulte aucun droit pour l'entrepreneur ni aucune obligation pour l'administration qui reste toujours libre de refuser les demandes d'admission

présentées par l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse réclamer d'indemnité.

L'ouvrier qui reçoit l'indemnité de demi-salaire et pour lequel l'entrepreneur paie les frais médicaux et pharmaceutiques, peut mourir au bout de quelques jours des suites de l'accident ; dans ce cas l'entrepreneur doit à ses représentants les rentes prévues par l'article 3, en cas de mort de la victime, sans avoir droit à aucune diminution du fait des indemnités qu'il a payées avant le décès. Si la blessure classée d'abord comme entraînant une incapacité permanente, ne cause le décès de la victime qu'après la constitution de rente viagère, les ayants droit du défunt devront recourir à une action en revision pour faire régler la pension leur revenant.

Dans tous ces cas, l'entrepreneur a les mêmes obligations qu'en cas de mort immédiate du blessé. il doit une rente viagère à 20 o/o du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant, non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté avant l'accident.

Le législateur a, avec raison, exigé que le mariage soit antérieur à l'accident ; autrement nombreux auraient été les mariages *in extremis*, n'ayant d'autre motif que l'intérêt ; on aurait pu craindre que certaines personnes peu scrupuleuses ne fassent un métier de ces mariages.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente de 20 o/o ; l'entrepreneur devra lui verser un capital égal au triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, l'entrepreneur doit une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 o/o de ce salaire, s'il n'y a qu'un enfant ; de 25 o/o, s'il y en a deux ; de 35 o/o, s'il y en a trois et 40 o/o s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 o/o du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 o/o du salaire. ni 60 o/o dans le second.

L'ouvrier, mort victime d'un accident du travail, laisse sa veuve enceinte. L'entrepreneur devra-t-il la rente à cet enfant ?

Oui, la conception de l'enfant légitime au moment de l'accident qui a causé la mort du père suffit à assurer son droit à la rente s'il est né viable au cours du procès.

Un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22 février 1901 déclare non recevable une action à fin de rente viagère formée au nom de l'enfant simplement conçu. Il semble cependant que cette action pourrait être

exercée; l'entrepreneur serait tenu au paiement de la rente sous condition résolutoire, la viabilité de l'enfant; si l'enfant naît non viable, l'entrepreneur ne doit rien; au contraire, s'il naît viable, il doit la rente à partir du jour du décès du père.

L'entrepreneur a intérêt à s'assurer que les enfants pour lesquels on réclame la rente sont bien les enfants légitimes ou naturels de la victime. La filiation des enfants légitimes est prouvée suivant les règles des articles 319 et suivants du Code civil; la filiation des enfants naturels est prouvée par l'acte de naissance, s'ils ont été reconnus le jour de leur naissance, sinon par l'acte authentique constatant la reconnaissance postérieure. Un enfant non expressément reconnu peut prouver la reconnaissance de fait antérieure à l'accident.

Quand la victime de l'accident laisse une veuve et des enfants, l'entrepreneur doit à la fois la rente au conjoint et la rente aux enfants.

Par suite de plusieurs mariages de l'ouvrier, des enfants du premier lit, orphelins de père et de mère, peuvent être en concours pour le droit à la rente avec le conjoint survivant et avec des enfants de ce second lit, orphelins d'un seul ascendant; il importe d'examiner quelles seront, dans ces différents cas, les obligations de l'entrepreneur.

Supposons d'abord le concours d'enfants du pre-

mier lit, orphelins de père et de mère, avec le conjoint dont le mariage est antérieur à l'accident ; chaque enfant aura droit à une rente temporaire égale à 20 o/o du salaire annuel de la victime ; le conjoint à une rente viagère également de 20 o/o.

La rente accordée aux enfants orphelins de père et de mère ne devant pas dépasser 60 o/o du salaire, l'entrepreneur devra au maximum une rente égale à 80 o/o du salaire.

Les enfants orphelins de père et de mère peuvent concourir à la fois avec le conjoint survivant et avec des enfants du second lit orphelins de père ou de mère seulement. Le conjoint aura toujours droit à la rente viagère de 20 o/o ; les enfants orphelins de père et de mère recevront chacun une rente temporaire égale à 20 o/o du salaire annuel de leur ascendant mort d'un accident du travail ; les rentes dues par l'entrepreneur aux enfants du second lit, orphelins de père ou de mère, seulement, varieront avec le nombre d'enfants suivant les règles indiquées ci-dessus. Toutefois, si l'ensemble des rentes accordées aux enfants dépasse 60 o/o du salaire annuel de la victime, la rente accordée aux enfants orphelins de père et de mère sera réduite proportionnellement, car dans bien des cas ces rentes accordées aux enfants ajoutées à la rente du conjoint survivant dépasseraient

le salaire de l'ouvrier, ce qui est évidemment contraire à la loi.

L'entrepreneur ne doit payer la rente aux enfants que jusqu'à seize ans. Qu'advient-il quand un enfant atteint seize ans ou meurt avant cet âge ?

Si l'ouvrier décédé a laissé une nombreuse famille le chiffre total de la rente due par l'entrepreneur ne varie pas, tant que le nombre des enfants, ayant encore droit à cette rente, est de trois, s'ils sont orphelins de père et de mère, ou de quatre, s'ils sont orphelins de père ou de mère seulement. Les parts des enfants atteignant seize ans ou décédés avant cet âge viennent accroître progressivement celles des autres. L'indemnité ayant été limitée par le maximum légal, si la rente était diminuée à chaque fois, les derniers enfants toucheraient beaucoup moins que la loi ne leur accorde.

En dessous de trois orphelins de père et de mère, au fur et à mesure de l'extinction d'un droit, l'entrepreneur devra une part en moins, c'est-à-dire 20 o/o du salaire ; en dessous de quatre orphelins, d'un seul parent, le total de la rente ne subira qu'une diminution partielle, la tarification légale ne suivant pas une progression exactement proportionnelle au nombre des ayants droit.

L'orphelin d'un seul parent, qui, après fixation de la pension, perd son autre parent, peut, pendant plus

de trois ans après le règlement définitif, intenter une demande de majoration à l'entrepreneur.

L'ouvrier, mort d'un accident du travail, ne laisse ni conjoint, ni enfant ayant droit à une pension. Envers qui l'entrepreneur sera-t-il responsable ?

Le paragraphe *C* de l'article 3 nous l'apprend :

Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes *A* et *B*, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 o/o du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 o/o. Chacune des rentes prévues par le paragraphe *C* est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les parents d'un ouvrier mort victime d'un accident du travail n'ont droit à une rente viagère qu'autant qu'ils étaient à la charge de leur fils ; il faut qu'ils aient droit à une pension alimentaire et aient manifesté clairement l'intention de l'exercer ; il n'est pas nécessaire que la victime leur soit venue en aide avant l'accident : le tribunal appréciera si les ascendants sont dans le besoin.

De même que pour les enfants, l'entrepreneur a intérêt à ce que la parenté soit nettement établie.

La parenté légitime est établie conformément aux articles 319 et suivants du Code civil. Les parents

naturels n'ont droit à une rente que s'ils ont reconnu l'enfant avant l'accident ; il faut une reconnaissance formelle ; la possession d'état ne suffit pas.

Les pensions dues par l'entrepreneur aux ascendants et descendants autres que les enfants sont fixées au jour du décès, et aucun événement postérieur ne peut faire naître un droit à ces rentes.

Pour les ascendants et descendants désignés par le paragraphe C de l'article 3, la rente est répartie entre eux d'une façon définitive et invariable, et la mort de l'un d'eux ne cause pas l'augmentation de la part des autres ; le total des pensions dues par l'entrepreneur est diminué de la part attribuée au bénéficiaire décédé.

Les rentes et pensions ne peuvent subir d'autres modifications que celles résultant de la loi quant à leur quotité et à leur durée.

Les parents, tels que frères et sœurs, non cités dans la loi, ne peuvent réclamer aucune indemnité à l'entrepreneur quand même ils seraient dans la misère, car les ouvriers blessés ou leurs ayants droit ne peuvent se prévaloir des dispositions autres que celles de la loi de 1898.

Nous ne nous sommes occupé que des accidents arrivés à des ouvriers sains et bien portants ; mais l'ouvrier blessé peut avoir une maladie ou une infirmité préexistante.

La maladie est une lésion organique à marche évolutive, tandis que l'infirmité est une lésion arrivée à l'état immuable.

L'accident peut aggraver la maladie ou la maladie aggraver les conséquences de l'accident.

Dans les deux cas, la loi de 1898 semble applicable, car sans l'accident l'ouvrier aurait peut-être pu, malgré sa maladie, vivre pendant un temps assez long et subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

La loi de 1898 établit dans son article 3 quatre catégories d'indemnités, sans distinguer dans l'état du blessé la part du traumatisme et celle d'une cause étrangère ; il suffit qu'il y ait effectivement entre l'accident et la lésion existante une relation de cause à effet ; l'accident doit être la cause génératrice de la lésion, mais il n'est pas nécessaire qu'il en soit la cause unique et exclusive.

Nous avons dit que l'accident peut aggraver la maladie.

Par exemple, un ouvrier tuberculeux est victime d'un accident de travail, le séjour dans une chambre mal aérée, nécessaire pour la guérison de sa blessure, aggrave sa maladie et cause sa mort. L'entrepreneur devra aux ayants droit de cet ouvrier les rentes et pensions prévues par la loi de 1898, car sans l'accident, cet ouvrier aurait peut-être vécu plusieurs années. Il en serait de même si la maladie de

L'ouvrier avait aggravé la blessure causée par un accident du travail. Mais si l'aggravation résulte, non d'une maladie, mais d'une imprudence de l'ouvrier, postérieure à l'accident, l'entrepreneur pourra être déclaré irresponsable de l'accident. Nous avons un exemple dans un jugement du tribunal de La Flèche du 27 juin 1902, confirmé par un arrêt de la Cour d'Angers du 1^{er} août 1902.

Un ouvrier ayant eu un ongle arraché en plaçant une pierre sur un échafaudage le 18 octobre 1901, continue à travailler jusqu'au 30 octobre ; à cette date il a été atteint de tétanos et a succombé le 1^{er} novembre 1901. La veuve a réclamé une rente de 20 o/o du salaire, en vertu de l'article 3 de la loi de 1898 ; le tribunal a rejeté cette demande, attendu que si la responsabilité de l'entrepreneur peut s'étendre aux conséquences directes, immédiates d'un accident peu grave en lui-même, elle ne saurait être étendue aux conséquences de l'imprudence inexcusable de la victime, imprudence postérieure à l'accident et commise en dehors de tout contrat de travail.

Si l'ouvrier était infirme, il est difficile d'évaluer exactement son degré de validité avant et après l'accident. La loi de 1898 ayant pris le salaire comme indemnité de mesure, on tiendra compte du salaire antérieur du blessé et de ses facultés de travail restantes. L'infirmité de la victime peut résulter d'un

accident du travail et lui avoir donné droit à une rente ; la rente qui lui est due à la suite d'un deuxième accident du travail vient s'ajouter à la première ; ces deux rentes se cumulent, car elles correspondent à des réductions de salaire tout à fait distinctes et qui ne peuvent en aucun cas se confondre.

Pour certains travaux publics, les entrepreneurs peuvent occuper des ouvriers étrangers dans la proportion fixée par l'administration ; ces ouvriers auront les mêmes droits que les Français s'ils résident en France, mais ne recevront pas les mêmes indemnités s'ils demeurent à l'étranger, au moment de l'accident, ou vont y demeurer postérieurement. Leurs droits sont déterminés par les paragraphes 14 et 15 de l'article 3.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur aurait été allouée. Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Au point de vue de l'application de ces paragraphes on doit assimiler aux ouvriers étrangers cessant de résider sur le territoire français les ouvriers étrangers qui, résidant à l'étranger, viennent seulement travailler en France.

Nous allons examiner pour les ouvriers étrangers, comme nous l'avons fait pour les ouvriers français, les indemnités dues par l'entrepreneur à la victime pour incapacité temporaire et pour incapacité permanente ; aux ayants droit en cas de mort.

L'étranger est traité comme le Français en cas d'incapacité temporaire. Il a droit à l'indemnité de demi-salaire ainsi qu'aux frais médicaux et pharmaceutiques ; le règlement de ces frais peut donner lieu à des contestations, car les justifications seront plus difficiles à produire.

Nous avons vu que si l'étranger n'acceptait pas le médecin désigné par l'entrepreneur, celui-ci ne serait tenu envers le médecin, choisi par la victime, qu'au paiement des sommes dues suivant le tarif de l'assistance médicale gratuite du département où s'est produit l'accident.

Tant que son état n'est pas définitif, l'ouvrier étranger a les mêmes droits que l'ouvrier français. A partir de la date fixée pour le point de départ de la rente viagère due pour incapacité permanente par l'entrepreneur, il faut distinguer si l'ouvrier réside en France ou s'il réside à l'étranger. Dans le premier cas, il conserve les mêmes droits que le Français ; dans le second cas il reçoit pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui lui a été allouée.

Cette capitalisation devant prendre naissance du

jour du départ de l'ouvrier pour l'étranger, l'entrepreneur devra lui payer jusque-là les arrérages de la rente. Si, par exception, le tribunal avait déclaré la pension payable d'avance, l'entrepreneur ne pourrait rien réclamer à l'ouvrier, du fait qu'un terme lui aurait été payé avant son départ en vertu de cette décision ; l'ouvrier a un droit acquis à cette rente du jour où le paiement aurait dû en être fait.

L'ouvrier étranger quitte la France avant que son état soit définitif ; nous avons vu qu'il sera traité comme le Français jusqu'au jour où le médecin pourra savoir s'il y a incapacité permanente ; la capitalisation devra être calculée à la date de ce jour.

La conversion légale de la rente pourra être librement consentie, s'il y a accord entre l'entrepreneur et l'ouvrier, à la condition que la loi soit respectée ; dans ce cas, l'entrepreneur agira sagement en dressant un acte sous seing privé constatant cet accord et en y annexant une pièce officielle justifiant la résidence effective de l'ouvrier à l'étranger.

Mais il peut y avoir contestation entre les parties ; le chiffre de la capitalisation due à l'ouvrier et les conditions de cette capitalisation devront être déterminés par une décision judiciaire.

En cas de mort de l'ouvrier étranger causée par un accident du travail, le droit à la rente appartiendra aux mêmes parents qu'en cas de mort d'un ouvrier

français. Les représentants de cet ouvrier recevront les indemnités prévues par la loi, si au moment de l'accident ils résidaient en France, et l'entrepreneur devra leur payer la pension fixée, même s'ils vont, dans la suite, résider à l'étranger.

Au contraire ils n'auront droit à aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français ; en vertu de l'article 2 de la loi de 1898, les ouvriers ne pouvant se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, de dispositions autres que celles de ladite loi, ces représentants ne seraient pas admis à formuler une demande d'indemnité basée sur l'article 1382 du Code civil.

Si parmi les enfants de la victime, les uns résidaient en France et les autres à l'étranger au moment de l'accident, le quotient sera calculé suivant le nombre total des enfants, et attribué seulement à ceux résidant en France. La résidence des ayants droit, comme celle des ouvriers, est non pas le domicile de droit ; mais la résidence de fait qui résulte du fait même de l'habitation.

Outre les frais médicaux et pharmaceutiques, les indemnités, rentes et pensions, l'entrepreneur supporte les frais funéraires ; ces derniers sont évalués à 100 francs au maximum.

CHAPITRE V

FAUTES DE L'ENTREPRENEUR OU DE L'OUVRIER MODIFIANT LE TAUX DES INDEMNITÉS

L'entrepreneur ne doit pas toujours les indemnités étudiées dans le chapitre précédent ; certaines fautes, soit de lui-même, soit de la victime, peuvent modifier le taux de ces indemnités, ainsi qu'il est dit en l'article 20.

Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident. Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I. Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

Le dol ou fait intentionnel de l'ouvrier, entraînant déchéance du droit à indemnité, peut se produire

lorsqu'il y a eu de la part de l'ouvrier suicide ou mutilation volontaire, et lorsque l'accident résulte d'un acte de malveillance accompli par la victime dans le but de tuer ou de blesser un membre du personnel de l'entreprise ou de causer des dégâts matériels.

Il appartiendra à l'entrepreneur de prouver que l'accident résulte du fait intentionnel de la victime ; il pourra faire cette preuve en s'appuyant sur des présomptions graves, telles que la menace de se faire blesser formulée après une réprimande, les différentes versions de l'accident données par la victime en vue d'égarer la justice.

Si le dol est prouvé, la victime ou ses représentants, en cas de mort, n'ont droit à aucune indemnité.

Il n'en est pas de même dans le cas de faute inexcusable de l'ouvrier ; les tribunaux pourront seulement diminuer les rentes et pensions accordées.

La faute inexcusable est un acte accompli imprudemment ou une mesure de précaution omise par un ouvrier connaissant parfaitement le danger auquel il s'expose, mais n'y réfléchissant pas au moment où il omet cette précaution ou accomplit cet acte dont les funestes conséquences étaient tellement évidentes, qu'elles auraient pu être prévues par n'importe quel ouvrier du même métier.

Comme l'a fort bien dit la Cour de cassation, la faute

inexcusable ne diffère du dol que par l'absence d'intention coupable.

Il y a deux sortes de fautes inexcusables : la faute active, accomplissement d'un acte dangereux ; et la faute passive, omission d'une mesure de précaution.

Il faut que cette exécution ou cette omission n'ait été ni nécessaire ni utile, ou qu'elle n'ait fait l'objet ni d'un ordre, ni d'une autorisation expresse de l'entrepreneur. Il nous importe surtout de rechercher l'influence que peuvent avoir sur le degré de la faute de l'ouvrier les règlements pris par l'entrepreneur, les ordres donnés par lui ou ses préposés.

Un entrepreneur, chargé de la construction d'un édifice public, occupe des ouvriers piqueurs de granit ; il a pris un règlement leur ordonnant de porter des lunettes pendant leur travail, mais n'en a pas mis à leur disposition ; un ouvrier devant sculpter une corniche en granit, ôte ses lunettes pour mieux y voir ; un éclat de pierre lui crève un œil ; le tribunal tenant compte du mobile qui a fait agir la victime, du fait que l'entrepreneur n'avait pas mis de lunettes à sa disposition, n'admettra pas la faute inexcusable invoquée par le patron. Il en serait autrement si le chef d'entreprise ne s'était pas contenté de fournir des lunettes à ses ouvriers, mais s'il en avait tout spécialement et à maintes reprises prescrit l'usage, et si la victime, qui avait déjà reçu plusieurs réprimandes à

ce sujet avait persisté sans motif à ne pas s'en servir.

Les tribunaux ont la plus grande liberté pour apprécier si la désobéissance de l'ouvrier aux règlements et aux ordres de l'entrepreneur ou de ses préposés constitue la faute inexcusable ; ils tiennent compte principalement du mobile auquel a obéi la victime.

Nous avons vu que dans les anciens cahiers des clauses et conditions générales, l'ouvrier blessé en état d'ivresse n'avait droit qu'aux secours médicaux. Sous l'empire de la loi de 1898, l'ivresse sera-t-elle considérée comme faute inexcusable ? Ce point est soumis à l'appréciation du tribunal, qui devra examiner si l'ivresse de la victime est bien la cause directe de l'accident qui lui est arrivé et tenir compte de l'état d'ébriété, des circonstances dans lesquelles l'ouvrier a été amené à boire plus que de raison, du point de savoir s'il s'adonnait habituellement à la boisson.

Si l'ouvrier est coupable de se mettre en état d'ivresse, l'entrepreneur n'est-il pas critiquable de laisser travailler un ouvrier dans cet état ; la surveillance d'un chantier doit être assez bien organisée et assez sérieuse pour qu'un ouvrier ivre en soit exclu ; car, non seulement cet ouvrier peut se blesser, mais encore il est un danger pour ses camarades. Si par négligence ou tout autre motif, l'entrepreneur ou son préposé permet à un ouvrier ivre de travailler, cette imprudence lui donne une grande part de responsa-

bilité dans l'accident dont est victime cet ouvrier et en pareil cas il serait difficilement fondé à se prévaloir d'une faute inexcusable de la victime. Si l'ouvrier trouve la mort dans l'accident causé par son ivresse, il serait à mon avis contraire à l'esprit de la loi de diminuer le chiffre de l'indemnité accordée à ses ayants droit, qui ne sauraient nullement être responsables de son état, tandis que l'entrepreneur a engagé sa responsabilité en admettant cet ouvrier sur son chantier.

L'admission de la faute inexcusable est laissée à l'appréciation du tribunal ; il en est de même de la quotité dont la pension doit être diminuée. La faute inexcusable laisse intacte l'indemnité journalière qui est due aux victimes atteintes d'incapacité temporaire. L'entrepreneur devra toujours payer en entier l'indemnité temporaire prévue par la loi, les frais médicaux et pharmaceutiques, les frais funéraires qui ne subiront aucune réduction du fait de la faute inexcusable.

La loi de 1898 qui a prévu le dol de la victime, omet de parler des accidents intentionnellement provoqués par le patron ou ses préposés. Devant le silence de la loi, il faut conclure que la victime ou ses représentants auront d'abord l'action spéciale de cette loi contre l'entrepreneur qui a causé volontairement l'accident, et qu'en outre ils pourront agir selon le

droit commun pour obtenir des dommages-intérêts plus élevés.

La loi de 1898 est une loi forfaitaire ; elle consacre une transaction entre le capital et le travail ; on ne saurait concevoir qu'une loi restreigne la responsabilité d'un patron criminel.

Le législateur a omis la faute intentionnelle du patron, car généralement celui-ci n'aura aucun intérêt à ce que ses ouvriers soient victimes d'un accident. Le cas pourrait cependant se présenter ; un entrepreneur pourrait désirer la mort d'un de ses ouvriers, son parent, pour avoir une succession par exemple, et provoquer un accident dans ce but ; un patron pourrait également, dans une crise d'aliénation mentale, blesser volontairement ses ouvriers, dans ce cas l'action publique serait éteinte, mais l'action civile subsisterait.

Plus nombreux peuvent être les accidents causés par une faute inexcusable de l'entrepreneur. La faute inexcusable du patron, comme celle de l'ouvrier, ne peut s'entendre d'une faute qui ne serait que grave, mais seulement d'une faute commise en pleine connaissance de cause, qui dénote une incurie, une imprévoyance en quelque sorte coupable.

La faute de l'entrepreneur est inexcusable lorsqu'elle consiste dans un fait volontaire et qu'elle ne se justifie ou ne s'explique ni par l'ignorance que ce

fait était dangereux, ni par la nécessité ni par l'utilité qui pourrait en résulter pour le fonctionnement de l'entreprise.

Par exemple, un entrepreneur adjudicataire de la construction d'un édifice public, a ouvert une carrière, d'où il retire les pierres nécessaires à son entreprise ; cette carrière lui a été désignée dans le devis par les ingénieurs de l'administration qui lui ont recommandé d'étayer la partie supérieure pour éviter les éboulements, la pierre se trouvant à plusieurs mètres de profondeur ; pour aller plus vite l'entrepreneur omet cette précaution ; un éboulement se produit et ensevelit plusieurs ouvriers, blessant les uns et tuant les autres. Il n'y a aucun doute, l'entrepreneur a commis une faute inexcusable ; les indemnités qu'il doit aux blessés et aux ayants droit des morts pourront être majorées.

Cette majoration n'est applicable qu'aux rentes allouées en réparation des incapacités permanentes et aux rentes et pensions dues en cas d'accidents mortels ; elle ne saurait être étendue aux indemnités temporaires. Les juges ont un pouvoir souverain d'appréciation, mais ils ne peuvent majorer les rentes par suite de faute inexcusable de l'entrepreneur, que dans les limites fixées par la loi. La rente ou le total des rentes allouées ne peut dépasser le montant du salaire annuel, si l'incapacité est permanente et abso-

lue, ou celui de la réduction du salaire si l'incapacité est permanente et partielle.

Dans l'exemple précédent, supposons qu'un ouvrier âgé a eu les deux jambes brisées par l'éboulement ; malgré les soins dont il a été l'objet, il est resté infirme et est incapable de continuer son métier de carrier ; à cause de son âge avancé il ne peut en apprendre un autre ; il sera donc atteint d'une incapacité totale et permanente ; son salaire annuel antérieur était de 1.500 francs, il aura droit à une pension égale aux deux tiers de 1.500, soit à 1.000 francs, et qui, à raison de la faute inexcusable de l'entrepreneur, pourra être majorée jusqu'à 1.500, montant de son salaire.

La majoration pour faute inexcusable s'appliquant aux rentes et pensions dues au cas d'accidents mortels, pourra atteindre l'intégralité du salaire de la victime, mais non la dépasser. Ainsi, dans notre exemple : la veuve sans enfant d'un ouvrier tué par l'éboulement touchera une pension variant entre 20 et 100 o/o du salaire de son mari. Si plusieurs catégories d'ayants droit viennent en concours, l'entrepreneur ne devant pas payer un total de rentes et pensions supérieur au salaire de son ouvrier, la majoration sera répartie proportionnellement à la quote-part de chaque catégorie.

L'entrepreneur peut être obligé de payer des rentes et pensions majorées par suite de la faute inexcusable.

sable de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, c'est-à-dire de toute personne à qui il délègue à titre définitif ou d'une façon provisoire une partie de ses pouvoirs. Pour que la faute inexcusable du préposé entraîne une majoration de l'indemnité, il faut qu'elle ait été commise dans l'exercice des attributions de commandement.

Par exemple, l'entrepreneur de la maçonnerie d'un édifice public a divisé ses ouvriers en plusieurs groupes, et, dans chaque groupe, a désigné un ouvrier comme chef d'équipe ; celui-ci travaille comme les autres et dans l'exercice de son travail de simple ouvrier commet une faute inexcusable qui provoque un accident. L'indemnité ne devra pas être majorée, car ce n'est pas en qualité de substitut du patron qu'il a commis la faute inexcusable, c'est comme simple ouvrier.

CHAPITRE VI

CALCUL ET PAIEMENT DES INDEMNITÉS SALAIRE DE BASE

Nous savons quelles indemnités l'entrepreneur devra à ses ouvriers victimes d'accidents ou à leurs ayants droit en cas de mort.

Comment ces indemnités seront-elles déterminées et payées ?

C'est ce que nous allons examiner dans ce chapitre.

Pour l'incapacité temporaire, l'indemnité est due dès le premier jour ; si elle a été payée depuis le jour fixé par le tribunal pour le paiement de la rente, l'entrepreneur a le droit de diminuer l'arrérage de la première année de l'indemnité temporaire payée en trop ; cette indemnité temporaire est due pendant tout le temps du traitement médical, quelle que soit la situation de l'ouvrier.

Par exemple, l'ouvrier d'un entrepreneur de travaux publics est victime d'un accident de travail quelques

temps avant d'accomplir son service militaire; il rejoint son corps, étant encore en traitement pour sa blessure; à son arrivée il est naturellement envoyé à l'hôpital; l'entrepreneur devra continuer à lui payer l'indemnité temporaire.

L'indemnité temporaire est égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident; il s'agit du salaire fixe de l'ouvrier et on ne doit pas y faire entrer les gratifications. Si la victime était payée à la journée, le salaire du dernier jour avant l'accident servira de base; pour une cause quelconque le salaire peut différer ce jour là-du salaire touché habituellement; en cas de désaccord entre les parties le juge aura un pouvoir d'appréciation très étendu.

Le plus souvent les ouvriers sont payés à la semaine ou après un certain nombre de jours; on additionnera le salaire de chaque jour et on obtiendra le salaire quotidien en divisant le total par le nombre de journées de travail seulement.

Généralement l'indemnité temporaire sera réglée comme était réglé le salaire; mais la loi ne fixant aucune règle à ce sujet, la plus grande liberté est laissée aux parties qui peuvent choisir un mode et un lieu de paiement à leur convenance.

Le salaire annuel est le salaire de base des indemnités dues aux ouvriers pour incapacité permanente et à leurs ayant droit en cas de mort. Quand l'ouvrier

a un salaire fixe à l'année, la détermination de ce salaire ne donne lieu à aucune difficulté, mais il en est rarement ainsi, et dans la plupart des cas il sera assez délicat d'établir quel est effectivement le salaire annuel de l'ouvrier.

Le salaire servant de base à la fixation des rentes viagères annuelles s'entend, pour un ouvrier occupé d'une manière continue pendant les douze mois ayant précédé l'accident, de la rémunération effective qu'il a reçue soit en argent, soit en nature, sans que l'on puisse faire entrer en compte les gains que l'ouvrier a pu se faire en dehors de l'entreprise.

Les ouvriers de travaux publics ont un jour de repos par semaine; certains peuvent profiter de ce jour ou des jours de fête pour avoir un emploi en dehors de l'entreprise; les sommes qu'ils gagneront de ce fait ne seront pas comptées dans le salaire annuel, les rentes que doit l'entrepreneur sont proportionnelles au salaire normal de l'ouvrier victime de l'accident, et ne sauraient être augmentées du fait que cet ouvrier par un travail intense, d'une durée plus longue que la durée légale, se créait des ressources en dehors de l'entreprise. La responsabilité des accidents étant indépendante de toute faute de la part de l'entrepreneur et l'indemnité étant devenue forfaitaire, il est indispensable qu'il puisse calculer exactement l'importance des charges que lui impose

le risque dont il répond et contracter une assurance dont la prime sera précisément en rapport avec le salaire réellement payé par l'entrepreneur à ses ouvriers.

Les allocations supplémentaires auxquelles l'ouvrier a droit à côté du salaire proprement dit participent du salaire quand elles sont la rémunération du travail, et à ce titre doivent être comprises dans le salaire de base ; il en est autrement si elles ne sont que le remboursement de dépenses que le travail a imposées à l'ouvrier.

Les entrepreneurs de travaux publics peuvent se rendre adjudicataires de travaux éloignés du centre de leur entreprise ; s'ils gardent les mêmes ouvriers, ils devront leur payer des indemnités de déplacement ; en cas d'accident on ne tiendra aucun compte de ces indemnités dans le calcul du salaire de base si elles sont uniquement destinées à rembourser aux ouvriers, appelés par leur travail hors de leur résidence habituelle, les dépenses exceptionnelles qu'entraîne pour eux cette obligation, et si elles correspondent à des frais de transport et de nourriture réellement faits par ces ouvriers ou qui, du moins, devraient l'être normalement.

Le travail de la victime peut avoir été interrompu pendant les douze mois précédant l'accident ; le salaire de base sera déterminé d'une façon différente suivant la cause de cette interruption ; nous étudierons

donc les diverses causes d'interruption du travail et leurs effets sur la responsabilité de l'entrepreneur.

Le travail de la victime peut avoir été interrompu par une cause accidentelle pendant les douze derniers mois précédant l'accident ; des inondations ont empêché un entrepreneur de continuer la construction d'un pont dont il était adjudicataire ; il a dû congédier ses ouvriers jusqu'au jour où le fleuve est revenu à son niveau normal ; après la reprise du travail, un ouvrier est victime d'un accident engageant la responsabilité de l'entrepreneur, et entraînant pour lui une incapacité permanente.

Prendra-t-on comme salaire de base pour le calcul de la rente le total des sommes que cet ouvrier a effectivement reçues ?

Cela ne serait pas juste, car le travail a été interrompu pendant un certain temps pour une cause complètement indépendante de la volonté de la victime ; le tribunal pourra remplacer le salaire qui a manqué pendant la durée de l'interruption de travail en prenant pour base le salaire gagné pendant le reste de l'année.

Il en serait autrement si les interruptions résultaient du tempérament de l'ouvrier ; la pension due par l'entrepreneur serait calculée sur le salaire réellement touché par l'ouvrier ; un ouvrier atteint d'une maladie chronique est à certaines époques obligé de cesser le

travail ; la rente due par l'entrepreneur sera proportionnelle au salaire réellement touché par cet ouvrier et l'indemnité doit être en rapport avec la valeur pécuniaire de l'ouvrier ; si pour l'établissement de cette indemnité on comptait un salaire basé sur celui du reste de l'année pour les jours pendant lesquels cet ouvrier a été obligé d'interrompre son travail à cause de son tempérament ; on lui donnerait une valeur pécuniaire plus grande que sa valeur réelle.

On doit tenir compte, dans la détermination du salaire annuel, des rémunérations que les chômages accidentels dus au fonctionnement de l'entreprise ont fait perdre à l'ouvrier.

Le salaire de la victime a pu être augmenté ou diminué dans le courant de l'année ; on prendra comme base de l'indemnité le salaire moyen de l'année.

En général les livres de l'entreprise serviront à établir le salaire annuel ; ces livres peuvent être mal tenus ; il appartiendra alors au juge de paix de déterminer ce salaire. Si l'ouvrier était payé à la journée on multiplierait le salaire d'un jour par le nombre annuel des journées de travail.

Il sera difficile de connaître le nombre de jours pendant lesquels l'ouvrier a été occupé par l'entrepreneur si les livres sont mal tenus ; dans ce cas, le salaire de base devant être calculé en tenant compte tant des repos réglementaires que des chômages

accidentels avec lesquels les ouvriers sont obligés de compter, on fixera à trois cents jours la durée maxima du travail annuel.

Pour les ouvriers occupés depuis moins de douze mois avant l'accident par l'entrepreneur, le salaire servant de base à la fixation des rentes dues par celui-ci est déterminé par les règles énoncées dans le paragraphe 2 de l'article 10, ainsi conçu :

« Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, le salaire servant de base à la fixation de la rente doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie. »

Ces dispositions sont également applicables à l'ouvrier occupé depuis plus d'un an dans l'entreprise, mais qui dans le courant de l'année immédiatement antérieure à l'accident, l'avait quittée pour aller travailler ailleurs et y était ensuite revenu ; à celui qui dans le courant de la même année avait occupé sur le chantier des emplois différents ne comportant pas le même traitement. Si la victime était seule de sa catégorie dans l'entreprise ou si l'entreprise est dans la première année de son fonctionnement, on prendra un terme de comparaison

dans les entreprises similaires de la localité ou des localités les plus rapprochées.

Nombreux sont les entrepreneurs de travaux publics qui n'occupent pas leurs ouvriers à année entière ; les entrepreneurs de maçonnerie, les entrepreneurs d'encaissement de routes par exemple. Les entrepreneurs de travaux pouvant être effectués en toute saison, emploieront leurs ouvriers au service de particuliers quand ils n'auront pas de travaux publics à exécuter.

Dans les entreprises à travail intermittent le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année ; pour connaître le salaire on doit donc ajouter à la rémunération pendant la durée de l'entreprise, le gain réalisé pendant l'interruption. Ainsi, un maçon, en dehors de la saison de travail, s'occupe de faire valoir un champ lui appartenant ; ce gain devra entrer en ligne de compte dans le calcul du salaire annuel.

L'interruption de travail pendant une partie de l'année peut être assimilée à l'interruption pour un cas de force majeure, elle est complètement indépendante de la volonté de l'ouvrier ; il est juste que l'entrepreneur indemnise l'ouvrier proportionnellement à son salaire de toute l'année. L'ouvrier pourra prouver par témoins ses gains pendant l'interruption du travail de l'entreprise.

Les indemnités dues par l'entrepreneur en cas de mort ou d'incapacité permanente de l'ouvrier peuvent être payées en rentes viagères ou temporaires ou en capital.

Lors du règlement définitif de la rente, après le délai de révision de l'indemnité pour aggravation ou atténuation de l'état de la victime, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces. Nous avons vu que la conversion de la rente en un capital égal à trois annuités a lieu de plein droit lorsque le conjoint de la victime décédée se remarie ou lorsque la victime étant un ouvrier étranger quitte le territoire français.

En cas de contestation entre l'entrepreneur et l'ouvrier pour la conversion du capital, le tribunal doit apprécier l'usage que l'ouvrier ferait de ce capital.

Pour calculer le capital on se sert des tarifs dressés par la Caisse des retraites ; le tribunal statue en chambre du conseil. Si l'entrepreneur acquiesce dès l'origine à la réclamation de la victime, l'affaire relève de la juridiction gracieuse ; le tribunal peut être saisi par une requête émanant de l'entrepreneur et de l'ouvrier représentés par un seul et même avoué ; dans ce cas, le tribunal n'est pas obligé d'entendre

les parties et il s'entourera seulement des renseignements nécessaires pour étayer sa décision.

Si l'entrepreneur n'admet pas la demande de l'ouvrier, l'affaire relève de la juridiction contentieuse ; le ministère d'avoué est nécessaire pour les deux parties ; la compétence, la procédure, les délais d'appel sont les mêmes qu'en droit commun.

D'après le deuxième paragraphe de l'article 9 la victime peut également demander que le capital nécessaire à l'établissement de la rente, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible pour moitié au plus sur la tête de son conjoint. Dans ce cas la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal en chambre du conseil appréciera s'il y a lieu de faire droit à cette demande ; si oui, dans quelle mesure et quelle réduction la pension devrait subir.

La décision qui prononce la réversibilité a un caractère définitif ; elle consacre un contrat à titre onéreux entre la victime et l'entrepreneur et les obligations de l'entrepreneur ne peuvent plus varier. Quand bien même par suite d'un événement quelconque le conjoint survivant devrait être privé du bénéfice de la réversibilité, l'entrepreneur devra toujours les arré-

rages fixés par le tribunal tant que la victime vivra ; après le décès, en cas de survivance du conjoint il devra la moitié des arrérages, mais le bénéfice de ces arrérages pourra être attribué à une autre personne que le conjoint, déchu de son droit.

En cas d'accident mortel, les parents de la victime auront droit aux arrérages de leurs rentes viagères ou de leurs pensions temporaires à partir du décès.

Toutes ces rentes dues par l'entrepreneur à la victime en cas de mort sont payables par trimestre. La loi ne dit pas que ces rentes sont payables d'avance et c'est regrettable ; depuis le jour où l'état du blessé est devenu définitif, l'entrepreneur a cessé de payer l'indemnité temporaire : il ne devra verser les premiers arrérages de la rente que trois mois après ; pendant ce délai l'ouvrier ne touchera rien et c'est souvent le moment où il a le plus besoin d'argent. Par suite du silence de la loi, certains tribunaux prennent le droit de fixer suivant les circonstances le paiement des arrérages, mais un arrêt de la Chambre des requêtes, en date du 28 juillet 1902, a déclaré que le législateur, en édictant que les rentes seraient payables par trimestre, n'a pas ajouté qu'elles seraient payables d'avance, et que par suite les juges ne sont pas autorisés à prescrire ce mode de paiement contraire au droit commun.

Les rentes et indemnités ne produisent intérêts que du jour de la demande en justice.

La loi ne fixant pas de lieu de paiement, par application du principe général de l'article 1127 du Code civil, le paiement sera effectué au domicile de l'entrepreneur.

L'entrepreneur a le droit d'exiger un certificat de vie de la victime ou des ayants droit à l'échéance des arrérages ; le certificat peut être délivré par le président du tribunal de première instance, le maire du chef-lieu d'arrondissement ou un notaire. Pour les étrangers, ce certificat sera donné par les agents extérieurs français en présence de quatre témoins connus de ces agents, qui attesteront l'individualité des créanciers.

Les rentes et pensions sont incessibles et insaisissables.

Il ne nous appartient pas d'étudier ici dans quelle mesure ces rentes sont incessibles et insaisissables, ce caractère n'ayant aucune influence sur la responsabilité de l'entrepreneur ; remarquons seulement que l'entrepreneur ne pourrait retenir sur le montant d'une pension ou d'une rente une somme dont il serait créancier vis-à-vis de son ouvrier victime d'un accident.

Les ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs ne bénéficient des dispositions de la loi

que jusqu'à concurrence de cette somme, pour le surplus ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de convention contraire élevant le chiffre de la quotité. Cette restriction ne s'applique pas aux indemnités temporaires.

D'après l'article 5, les entrepreneurs peuvent se décharger, pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire ou une partie seulement de cette indemnité, s'ils justifient qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord en se conformant aux statuts types approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation. Il n'est pas nécessaire que tous les ouvriers de l'entrepreneur fassent partie de cette société de secours; d'ailleurs tous ne seraient peut-être pas admis. Ces sociétés doivent assurer à leurs membres en cas de blessures pendant trente, quarante ou quatre-vingt-dix jours les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière. Si cette indemnité est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

Ces sociétés de secours mutuels supportent aux

lieu et place de l'entrepreneur tous les frais de traitement médical, mais seulement pendant un laps de temps limité suivant les statuts à trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours. Si la blessure n'est pas consolidée dans ce délai, le chef d'entreprise reprend pour l'avenir la charge des frais de médecin et de pharmacien et de l'indemnité journalière.

CHAPITRE VII

DÉCLARATION DES ACCIDENTS

Pour que l'on puisse nettement déterminer les causes d'un accident et dégager les diverses responsabilités, il est nécessaire que des constatations soient faites le plus rapidement possible par un homme compétent et impartial ; la disposition des lieux n'aura pas pu être modifiée, les souvenirs des témoins seront encore précis, si ces constatations sont faites peu de temps après l'accident.

Le législateur a compris cette nécessité, et dans l'article 11 légèrement modifié par la loi du 22 mars 1902, a stipulé que tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Il faut évidemment que la durée de l'incapacité de travail ait une certaine importance ; si un ouvrier

victime d'un accident peu grave était obligé de prendre quelques instants de repos, il n'y aurait pas lieu à déclaration.

Mais l'accident peut ne pas avoir de conséquences immédiates ; l'ouvrier continue à travailler et ce n'est que quelques jours après qu'il est obligé d'interrompre son travail ; le délai de quarante-huit heures accordé pour la déclaration partira du jour de cette interruption.

Cette déclaration est soumise à certaines formes.

Elle doit donner les nom, prénoms, profession et adresse soit du chef d'entreprise s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé en mentionnant son emploi dans l'entreprise. On doit indiquer la date et l'heure de l'accident, le chantier où il a eu lieu, les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime, les circonstances de l'accident ainsi que les nom, prénoms, profession et adresse des témoins. La victime ou ses représentants ont également le droit de déclarer l'accident, mais seulement dans l'année qui suit cet accident. Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si l'ouvrier n'a pas repris son travail, l'entrepreneur doit fournir un certificat de médecin constatant l'état du blessé et les conséquences probables de l'accident. Si les médecins proches du lieu de l'accident refusaient de délivrer ce certificat, l'entrepreneur devrait demander au juge de

paix de désigner un médecin d'office ; d'un autre côté, le blessé peut refuser de se laisser visiter par le médecin ; dans ce cas le certificat médical fait mention du refus

Le défaut de déclaration, la déclaration incomplète ou tardive peuvent entraîner pour l'entrepreneur ou ses préposés une condamnation à une amende de 1 à 15 francs, qui, en cas de récidive, dans l'année, peut être élevée de 16 à 300 francs.

Le maire reçoit la déclaration d'accident faite par l'entrepreneur ou son préposé et le certificat médical produit, quand la victime n'a pas repris son travail dans les quatre jours suivant l'accident. Il doit délivrer séance tenante récépissé de cette déclaration ou de ce certificat ; il peut indiquer à l'entrepreneur les omissions ou les irrégularités de sa déclaration, mais il ne peut le contraindre à la modifier et est dans tous les cas obligé de donner un récépissé.

Les différentes pièces doivent être établies conformément aux modèles annexés au décret de mars 1902. Il en est de même du procès-verbal dressé par le maire et transmis à l'inspecteur départemental du travail, pour les accidents suivis de décès ou ayant donné lieu au dépôt d'un certificat médical, dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident. Dans le même délai le maire doit trans-

mettre au juge de paix toutes les pièces qu'il a reçues.

Pour bien se rendre compte de la responsabilité des entrepreneurs de travaux publics, il est nécessaire d'examiner toutes les conséquences de la déclaration d'accident ; nous devons donc étudier les cas dans lesquels le juge de paix devra faire une enquête ; la manière dont cette enquête devra être conduite et quels pourront en être les résultats.

L'enquête du juge de paix est obligatoire quand l'accident a causé la mort de l'ouvrier ; facultative dans le cas contraire. Le juge de paix doit examiner le certificat médical et faire une enquête si la blessure semble devoir causer une incapacité permanente, partielle ou absolue. S'il n'a pas été produit de certificat médical, le juge de paix ne doit pas procéder à une enquête à moins qu'il n'ait la conviction que l'accident peut entraîner une incapacité permanente ; il devra alors signaler au parquet la contravention commise par l'entrepreneur.

L'entrepreneur peut assister à l'enquête qui a lieu en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée ; si la victime de l'accident se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête, le juge doit se rendre auprès d'elle. Dans les entreprises privées, le juge peut nommer un expert pour l'assister dans l'enquête ; dans les entreprises de travaux publics qui sont administrati-

vement surveillées, il n'en est pas ainsi ; les fonctionnaires chargés de la surveillance de ces entreprises transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Pour déterminer les conditions dans lesquelles les entrepreneurs sont déclarés responsables des accidents, nous devons étudier le but, les formes et les délais de l'enquête du juge de paix.

Aux termes de l'article 12, le juge de paix procède afin de rechercher : 1^o la cause, la nature et les circonstances de l'accident ; 2^o les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ; 3^o la nature des lésions ; 4^o les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance ; 5^o le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

La détermination de la cause de l'accident est d'une grande importance, l'accident devant être survenu par le fait ou à l'occasion du travail ; le juge de paix devra donc rechercher avec soin les circonstances qui rattachent la cause initiale de l'accident au fonctionnement de l'entreprise. La connaissance de la cause de l'accident en fera connaître la nature. La cause et la nature de l'accident étant connues, le juge devra rechercher s'il y a eu faute, soit de l'entrepreneur, soit de l'ouvrier, soit d'un tiers ; circonstances,

qui, comme nous l'avons vu précédemment, influent sur le montant de l'indemnité.

L'enquête fera connaître la date de l'accident, avec le jour de la semaine ; il importe de savoir si c'est un jour férié pour le départ du délai de la déclaration.

Le juge devra même déterminer l'heure de l'accident, car il est intéressant de savoir si le sinistre a eu lieu pendant la durée du travail ou en dehors des heures de travail ; la détermination du lieu de l'accident a aussi une grande importance.

Nature des lésions. — Pour savoir s'il s'agit d'une incapacité permanente ou d'une incapacité partielle ; identité de la victime ; identité des ayants droit, en présence desquels, en cas de décès de la victime, l'enquête doit être faite ou continuée ; autant de points à élucider par le juge qui devra également faire les recherches nécessaires pour établir le chiffre du salaire annuel ou quotidien de la victime.

L'enquête est contradictoire ; l'entrepreneur et la victime ou ses ayants droit seront convoqués par lettres recommandées après quoi, s'ils ne se présentent pas, il sera passé outre ; l'enquête doit être faite sur le lieu de l'accident, et si la victime ne peut se déplacer, le juge doit se rendre auprès d'elle. Les témoins doivent en principe être cités à comparaître devant le juge enquêteur et à l'endroit que celui-ci a choisi pour son enquête.

Aux termes de l'article 12, alinéa 2, l'enquête doit être commencée dans les vingt-quatre heures qui suivent la réception de la déclaration d'accident par le juge ; elle doit être close au plus tard dans les dix jours à partir de l'accident, sous réserve des cas d'impossibilité matérielle dûment constatée dans le procès-verbal. Le juge de paix avertit par lettre recommandée les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

Si l'enquête faite par le juge de paix lui a donné la certitude que la blessure entraînerait seulement une incapacité temporaire, il ne doit pas transmettre le dossier au président du tribunal, mais il doit s'assurer si les parties se sont mises d'accord sur le chiffre de l'indemnité, et dans le cas contraire hâter la solution de l'instance introduite devant lui.

CHAPITRE VIII

DE LA COMPÉTENCE

Nous avons examiné envers quels ouvriers l'entrepreneur sera responsable ; les caractères des accidents qui mettront en jeu cette responsabilité ; les indemnités que devra payer l'entrepreneur et leur mode de paiement ; la déclaration des accidents et la manière dont le juge de paix déterminera la responsabilité de l'entrepreneur.

Cette étude suffirait si les règlements des accidents du travail pouvaient toujours se faire à l'amiable entre les parties intéressées ; malheureusement il n'en est pas toujours ainsi et la justice doit souvent intervenir.

Nous traiterons dans ce chapitre de la procédure et de la compétence en matière d'accidents du travail dans les entreprises de travaux publics. Nous verrons quelles actions l'entrepreneur pourra intenter, à quelles actions il devra répondre et devant quelles juridictions.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu

les accidents du travail ont été tantôt de la compétence des tribunaux administratifs, tantôt de la compétence des tribunaux judiciaires.

Avant 1860, le conseil de préfecture était compétent pour déterminer la responsabilité de l'entrepreneur envers les ouvriers blessés par l'exécution de travaux publics, de même que pour juger les demandes d'indemnité formulées par les tiers victimes d'accidents causés par ces travaux.

En 1860, on distingua les accidents causés à un tiers, pour leur appliquer la compétence du conseil de préfecture, des accidents survenus aux ouvriers dans l'exécution de leur travail : pour ces derniers les tribunaux judiciaires étaient compétents.

De 1860 à 1872, c'est à l'autorité judiciaire, à l'exclusion de l'autorité administrative, qu'il appartient de statuer sur l'action en dommages-intérêts intentée par un ouvrier contre un entrepreneur de travaux publics, à raison des blessures qu'il aurait reçues en exécutant son travail.

La cause des obligations respectives du maître et de l'ouvrier est le contrat ordinaire de louage d'ouvrage qui est de droit civil, et il n'appartient pas à l'autorité administrative d'apprécier quelles sont les obligations de l'entrepreneur vis-à-vis de ses ouvriers ; les contestations en pareille matière doivent donc être jugées par les règles du droit commun.

En 1863, on avait même admis que toute action en réparation d'un dommage aux personnes échappait à la compétence des conseils de préfecture.

Cette jurisprudence a duré jusqu'en 1872.

Le Conseil d'État, par un arrêt du 19 décembre 1873, l'a abandonnée et a déclaré qu'il n'y avait aucune raison d'exclure les dommages causés aux ouvriers par l'exécution des travaux publics de la compétence qui a été attribuée à la juridiction administrative par les lois du 7-11 septembre 1790 et du 28 pluviôse an VIII.

La compétence administrative n'était pas admise de tous. Le tribunal des conflits déclare qu'il n'y a pas un dommage causé par les travaux publics, mais une question de responsabilité naissant d'un louage d'ouvrage, qui doit être réglée devant les tribunaux civils suivant les règles ordinaires si l'action en indemnité est dirigée contre l'entrepreneur sans mise en cause de l'État, du département ou de la commune.

La Cour de cassation s'est conformée à la jurisprudence du tribunal des conflits ; le Conseil d'État, au contraire ne l'a pas admise et a déclaré l'article 4 de la loi de pluviôse an VIII applicable à tout dommage causé aux personnes en matière de travaux publics, ainsi qu'il ressort très nettement de l'arrêt suivant :

Considérant, dit l'arrêt, qu'il appartient au conseil de préfecture de statuer par application de l'article 4 de la

loi de pluviôse an VIII sur les réclamations des particuliers se plaignant de torts ou dommages résultant de l'exécution de travaux publics, qu'il s'agisse de torts ou dommages éprouvés par les personnes aussi bien que ceux qui sont causés aux propriétés ;

Considérant que la réclamation présentée par la dame Garcia au conseil de préfecture tendait à faire décider que l'État et les sieurs Marcellet et Duranjou, entrepreneurs, pour le compte du génie militaire des travaux de construction du fortin du cap Matifou, étaient solidairement responsables de l'accident dont le sieur Garcia, mari de la requérante, a été victime ; qu'elle était fondée sur ce que cet accident aurait résulté de l'exécution même desdits travaux auxquels le sieur Gracia était employé ; que, dans ces circonstances, il appartenait au conseil de préfecture, en vertu de la disposition précitée de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, de statuer sur la réclamation de la dame Garcia, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les conclusions prises contre l'État et celles qui sont dirigées contre les entrepreneurs.

L'avantage de cette doctrine était l'unité de compétence pour tous les dommages résultant des travaux publics, qu'il s'agisse de dommages aux personnes ou de dommages aux choses.

La loi de 1898 a mis fin à ces discussions en donnant aux juges de droit commun la connaissance de toutes les contestations relatives aux accidents du travail dans les entreprises de travaux publics.

Nous ne pouvons qu'approuver cette mesure, car la juridiction administrative si bien organisée qu'elle soit, constitue un échec au principe de la séparation des pouvoirs, du moment qu'elle ne rentre pas dans les cadres de l'organisation judiciaire générale, du moment qu'elle n'est pas soumise au contrôle suprême de la Cour de cassation, juridiction représentative de l'unité du pouvoir judiciaire.

Nous avons vu que l'enquête est faite par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit. Ce magistrat juge en dernier ressort les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

La loi de 1898 n'attribue une compétence exclusive au juge de paix pour la fixation de l'indemnité journalière, que dans le cas d'incapacité temporaire; donc, si l'incapacité est permanente, le tribunal civil saisi d'une demande en fixation de la rente viagère est compétent pour statuer sur les demandes accessoires d'allocations journalières jusqu'au point de départ de cette rente.

L'instance devant le juge de paix devra être précédée de la tentative de conciliation prescrite par l'article 17 de la loi du 25 mai 1838.

Sans doute notre matière est de celles qui requièrent

célérité, mais c'est surtout dans ces hypothèses qu'il convient, d'autre part, de ne rien négliger pour amener entre les parties un arrangement amiable dont il sera dressé procès-verbal conformément au droit commun.

Qui pourra intenter une action à l'entrepreneur devant le juge de paix ?

Toute personne qui aura qualité pour exercer une action ayant pour objet de faire valoir les droits de la victime ou de ses représentants aux frais funéraires, aux frais médicaux ou à l'indemnité temporaire.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur les demandes en paiement des frais funéraires intentées par l'administration des pompes funèbres, la fabrique, tout aussi bien que si ces demandes étaient formulées par les représentants de la victime. Pour les frais médicaux il faut distinguer deux cas : le médecin a été choisi par l'ouvrier ou le médecin est celui de l'entrepreneur ; le premier pourra se servir de l'action de cet article pour réclamer ses honoraires au chef d'entreprise responsable, mais seulement dans les limites que nous avons étudiées précédemment, c'est-à-dire au tarif établi pour l'assistance médicale gratuite.

Au contraire, le médecin de l'entrepreneur ayant un contrat avec celui-ci, devra s'adresser aux juges de droit commun, qui auront à apprécier les clauses et conditions de ce contrat.

Les indemnités temporaires ne peuvent, en principe, être réclamées que par la victime elle-même en raison de leur caractère d'incessibilité et d'insaisissabilité. Le juge de paix sera compétent pour déterminer ces indemnités, si le tribunal civil n'est pas saisi d'une demande en fixation de la rente viagère due pour incapacité permanente.

Toutefois ce magistrat ne pourrait se déclarer incompétent d'office ; il faut que l'incompétence pour cause de connexité soit soulevée par l'une des parties, l'entrepreneur ou la victime, et cette partie devra produire à l'appui de sa demande une décision par laquelle le tribunal a affirmé sa compétence relativement à ces indemnités temporaires ; dans le cas où elle ne pourrait encore produire cette déclaration, le juge de paix devrait lui accorder un délai suffisant pour la provoquer.

Les accidents causant seulement une incapacité temporaire ne donnant pas lieu à enquête, les demandes en paiement d'indemnité temporaire arrivent devant le juge de paix sans instruction préalable ; ce magistrat devra tenir compte des constatations faites par les ingénieurs de l'administration, mais il ne pourra légalement fonder son appréciation sur ces constatations qu'après communication aux parties litigantes qui auront dû être mises à même de les discuter et d'y contredire.

L'indemnité temporaire étant toujours de la moitié du salaire et la faute inexcusable de l'entrepreneur ou de l'ouvrier n'ayant aucun effet sur sa quotité, le juge de paix devra seulement examiner s'il y a contrat de louage entre l'entrepreneur et la victime, si l'accident est arrivé par le fait ou à l'occasion du travail, et s'il n'y a pas eu faute intentionnelle de la victime, car, dans ce cas, comme nous l'avons dit précédemment, la responsabilité de l'entrepreneur ne serait pas engagée.

Lorsque le juge de paix a condamné l'entrepreneur à payer à la victime l'indemnité temporaire jusqu'à la guérison de la blessure, les contestations relatives à la fixation de la date de cette guérison seront jugées en dernier ressort par le juge de paix qui pourra nommer un médecin expert.

Dans une action portée devant le juge de paix en vertu de l'article 15, le défendeur peut soulever une exception d'incompétence ; la décision par laquelle le juge de paix se déclare compétent est sujette à appel, après jugement sur le fond en vertu des articles 453 du Code de procédure civile et 14 de la loi du 25 mai 1838 qui disposent qu'il est interdit aux tribunaux et aux juges de paix de statuer en dernier ressort sur leur propre compétence. Sera considéré comme contestation de compétence le fait par l'entrepreneur de

soutenir que l'accident litigieux n'est pas survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

La loi ne parlant pas du délai d'appel des décisions du juge de paix, ce délai sera celui de droit commun fixé par l'article 13 de la loi du 25 mai 1838, c'est-à-dire de trente jours à partir du jour de la signification.

Quand la compétence du juge de paix n'est pas contestée, les décisions de ce magistrat sur les contestations relatives aux frais médicaux et pharmaceutiques, aux frais funéraires et aux indemnités journalières sont rendues en dernier ressort ; elles ne sont pas susceptibles d'appel, mais peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir et non pour violation de la loi.

Par exemple, la Cour de cassation a décidé que le pourvoi en cassation n'est pas recevable contre un jugement de justice de paix donnant une interprétation soi-disant erronée des mots « indemnité journalière » employés par la loi de 1898.

En étudiant la déclaration des accidents, nous avons vu qu'à l'expiration des cinq jours qui suivent la clôture de l'enquête, le dossier est transmis au président du tribunal.

Toutes les contestations relatives à l'allocation des pensions en cas de mort ou d'incapacité permanente

doivent être portées devant le tribunal de première instance du lieu où s'est produit l'accident.

Dans les cinq jours qui suivent la transmission du dossier, le président du tribunal convoque la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise qui peut se faire représenter.

L'entrepreneur peut se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier, à moins qu'il ne s'agisse d'un avoué ; son préposé serait également obligé de produire une procuration.

Le président essaiera de concilier les parties en présence, et agissant en référé peut sur la demande des deux parties ordonner une expertise médicale ; cette expertise aura la même valeur que si elle avait été ordonnée par le tribunal lui-même ; presque toujours les parties concluront un accord sur les bases formulées par l'homme de l'art.

S'il y a accord, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui donne acte de cet accord : cela ne veut pas dire que les rentes dues par l'entrepreneur seront invariables ; celui-ci dans les trois ans qui suivent cet accord pourra être obligé de payer une pension plus élevée par suite de l'aggravation de l'état du blessé ou obtenir une diminution à cause de l'atténuation des infirmités.

Quand il y a accord, tous les frais jusqu'au jour de l'ordonnance sont à la charge de l'entrepreneur

reconnu débiteur légal; l'ordonnance indiquera aussi le point de départ de la rente.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal; la mission conférée au président du tribunal par l'article 16 procède de la juridiction gracieuse; en conséquence l'acte par lequel le magistrat constate la non-conciliation des parties n'est pas susceptible d'appel.

Le tribunal est saisi par une assignation à la requête de la victime ou de ses ayants droit; cette assignation devra contenir une copie de l'ordonnance de renvoi; il peut également se saisir d'office.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer et l'indemnité temporaire continue à être servie jusqu'à la décision définitive.

Les sommes versées comme indemnité temporaire à l'ouvrier à partir du jour fixé pour départ de la rente s'imputent sur les arrérages de cette rente.

Le tribunal pourra condamner l'entrepreneur à payer une provision, sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

Le paiement de l'indemnité temporaire et l'allocation d'une provision ne font pas double emploi. L'indemnité temporaire doit être payée en cours d'instance lorsque le droit de la victime n'est pas contesté en principe et que la procédure contient des éléments suffisants pour établir le salaire journalier.

L'entrepreneur devra verser une provision dans les accidents mortels, les ayants droit ne touchant aucune indemnité temporaire ; en matière d'accidents suivis d'incapacité permanente, lorsqu'il y aura contestation sur le quantum du salaire journalier et que le tribunal ne possédera pas des éléments suffisants pour l'établir immédiatement ou encore lorsque le service de l'indemnité journalière ayant cessé par suite de la reprise du travail du blessé, celui-ci a fait une rechute qui nécessite un nouveau repos et un nouveau traitement médical.

Le tribunal statue comme en matière sommaire conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile, c'est-à-dire que les contestations entre l'entrepreneur et la victime ou ses ayants droit seront jugées à l'audience, après expiration des délais de citation, sur un simple acte, sans autres formalités ni procédures. Aucun délai n'est accordé par la loi aux parties pour la signification de leurs conclusions comme cela existe en matière ordinaire,

Le tribunal pour éclairer sa religion aura le rapport que les agents de l'administration ont remis au juge de paix, celui du médecin désigné par le juge du référé si celui-ci a cru devoir ordonner une expertise. Cela peut ne pas suffire au tribunal qui pourra commettre un ou plusieurs experts par jugement préparatoire ; dans les expertises, ordonnées par les

magistrats, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle l'entrepreneur est affilié.

Le tribunal peut ordonner une nouvelle enquête lorsque celle du juge de paix présente des lacunes graves soit quant à la relation de l'accident avec le travail, soit quant à la détermination du salaire annuel de la victime.

On ne peut contester au tribunal le droit d'ordonner une nouvelle enquête en prétendant que le droit commun, qui interdit d'ordonner une nouvelle enquête sur les mêmes faits quand la prorogation n'en pas été demandée après l'expiration des délais de clôture, est applicable aux accidents du travail.

Les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure auxquels renvoie l'article 13 de la loi de 1898 ne visent que la forme de l'enquête. L'article 279 qui interdit la prorogation d'enquête en droit commun, est basé sur ce fait que l'une des parties a eu les moyens légaux de donner la preuve des faits qu'elle alléguait et qu'elle n'a pas été capable de faire ce qu'elle avait déclaré être en mesure de faire. Au contraire, en matière d'accidents du travail, l'enquête est faite d'office par le juge de paix, les parties n'ont articulé aucun fait, n'ont offert de faire aucune preuve.

En général les entrepreneurs de travaux publics connaissent parfaitement leurs obligations, mais leurs ouvriers sont souvent ignorants de leurs droits, et un fait qui leur semblait insignifiant, alors qu'ils n'avaient reçu aucun conseil peut avoir, au point de vue de l'application de la loi, une importance capitale.

L'enquête du juge de paix est indispensable comme nous l'avons dit et il est nécessaire que des constatations aient lieu dans le plus bref délai après l'accident alors que la disposition des lieux n'a pas encore été changée et que les témoins ont un souvenir exact des faits, mais cette enquête n'exclut pas une enquête ultérieure, si le tribunal le juge nécessaire.

L'entrepreneur peut avoir intérêt à interjeter appel du jugement du tribunal de première instance.

Quels seront les délais d'appel ?

Le § 1 de l'article 17 nous l'apprend.

Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois l'appel sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

Les règles de droit commun sont maintenues en ce qui concerne la détermination du premier et du dernier ressort.

Pour savoir si la demande excède ou non 1.500 fr. on calculera le capital nécessaire pour constituer la rente demandée.

Le jugement statuant sur une provision ou le jugement allouant une indemnité temporaire sera susceptible d'appel si le jugement sur le fond est en premier ressort car la demande accessoire suit le sort du principal.

L'appel pourra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire ou dans les quinze jours de la signification s'il est par défaut, mais en vertu de l'article 449 du Code de procédure civile, il ne pourra avoir lieu dans la huitaine du jugement.

Le jour du jugement dans les décisions contradictoires, le jour de la signification dans les décisions par défaut ne comptent pas dans le délai en vertu du principe général *dies a quo non computatur in termino*.

Si le dernier jour du délai d'appel était un dimanche ou un jour férié, le délai serait prorogé jusqu'au lendemain, l'appel se faisant par assignation et aucun exploit ne pouvant être signifié les jours de fête légale.

Si l'entrepreneur a fait défaut, il pourra faire opposition au jugement le condamnant seulement dans les quinze jours suivant la signification du jugement qui

lui a été faite ; si la victime ou ses ayants droit ont fait défaut le même délai leur sera accordé pour faire opposition s'ils pensent avoir le droit d'exiger de l'entrepreneur une indemnité plus élevée que celle qui leur a été attribuée.

La Cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation. Rien n'est changé dans la procédure concernant le recours à la juridiction suprême. Pour l'appel, l'opposition, il était nécessaire d'abrégé les délais de droit commun, car ces procédures ayant un effet suspensif, les ayants droit de l'ouvrier ne touchaient aucune indemnité s'il ne leur était pas accordé une provision ; le pourvoi en cassation n'arrêtant pas l'exécution de l'arrêt, le législateur n'avait aucune raison de modifier la procédure de droit commun.

L'action en indemnité prévue par la loi de 1898 se prescrit par un an à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

Cette prescription est régie au point de vue de l'interruption et de la suspension par les articles 2242 et suivants du Code civil.

Nous avons vu que pendant trois ans, à partir de l'accord intervenu entre l'entrepreneur et la victime ou de la décision définitive, l'entrepreneur peut être obligé de payer une indemnité plus forte à la suite

d'une demande en revision fondée sur une aggravation de l'infirmité de l'ouvrier, ou sur son décès par suite des conséquences de l'accident ; d'un autre côté, l'entrepreneur peut réclamer dans le même délai, si l'infirmité de la victime s'est atténuée, la diminution de la pension qu'il lui verse.

Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Hors les cas de nouveau mariage du conjoint survivant et de départ de France de l'ouvrier étranger victime d'un accident, la pension ne pourra être remplacée pour plus d'un quart par le paiement d'un capital, que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

Nous avons vu que les chefs d'entreprise peuvent se décharger de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et d'indemnité temporaire ou une partie seulement de cette indemnité en affiliant leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels.

Le plus souvent l'entrepreneur sera assuré à une société d'assurances mutuelles ou à une société à primes fixes, opérant sous le contrôle du gouvernement, qui moyennant une prime payée chaque année, se substituera à lui pour payer tous les frais et indemnités résultant des accidents du travail.

La retenue de 10/o prélevée pour faire face aux charges du service sanitaire ayant été supprimée, excepté pour les travaux publics adjudés dans la ville de Paris ou sa banlieue, qui sont frappés, d'après le décret du 8 mars 1855, de cette retenue au profit des asiles de convalescence de Vincennes, quelle garantie auront les ouvriers de recevoir les pensions et indemnités accordées par la loi ?

En cas d'incapacité temporaire, si l'entrepreneur ne paie pas les frais médicaux et pharmaceutiques ou l'indemnité, la victime aura une créance privilégiée sur la généralité de ces meubles en vertu du n° 6 de l'article 2101 du Code civil. Les ayants droit de l'ouvrier mort à la suite des blessures causées par l'accident de travail jouiraient du même privilège pour le montant des frais funéraires.

En vertu de l'article 24, à défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter au moment de leur exigibilité des indemnités nises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie. Ce fonds de garantie est constitué, sans distinction,

entre les industries privées et les entreprises de travaux publics, en ajoutant 4 centimes additionnels au principal de la contribution des patentes des chefs d'entreprise soumis à la loi.

La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre l'entrepreneur pour lequel elle aurait payé les indemnités, comme il a été dit ci-dessus. Si l'entrepreneur est assuré, cette caisse jouira du privilège de l'article 2102 du Code civil sur les sommes dues par la compagnie d'assurance, et n'aura plus de recours contre lui.

L'entrepreneur ne peut pas être obligé à verser le capital représentatif des pensions dues à la suite d'accidents du travail. Mais, si par exception, cet entrepreneur n'est pas assuré, il peut désirer se décharger du soin de payer les rentes, et préférer se libérer en une seule fois ; il pourra alors verser à la Caisse nationale des retraites le capital représentatif de ces pensions suivant le tarif établi.

Ce versement sera obligatoire si l'entrepreneur cesse son industrie, soit volontairement, par cession, soit involontairement, par liquidation judiciaire ou faillite ou par décès.

La cahier des clauses et conditions générales de 1892 avait préparé l'application de la loi de 1898, que l'on prévoyait, aux ouvriers atteints de blessures résultant de l'exécution des travaux publics ; le cahier

du 30 septembre 1899 a consacré l'application de cette loi en synthétisant les obligations qu'elle fait peser sur l'entrepreneur à l'égard des ouvriers blessés, dans son article 16, ainsi conçu :

L'entrepreneur a la charge entière : 1^o de toutes les dépenses du service médical de l'entreprise ; 2^o des soins secours et indemnités dus aux ouvriers victimes d'accidents survenus sur les chantiers ou atteints de maladies occasionnées par les travaux ; 3^o des secours et indemnités dus aux veuves et aux familles de ses ouvriers et employés.

Il est soumis, à cet égard, à toutes les obligations qui résultent, tant des lois, décrets et arrêtés ministériels en vigueur au moment de l'adjudication, que des lois ultérieurement promulguées et applicables à l'ensemble des chantiers publics et privés.

Des frais de maladie et de demi-salaire seront dus dans tous les cas à partir du premier jour de l'interruption obligée du travail et alors même que cette interruption n'aurait duré qu'un jour.

De même le cahier des travaux militaires du 19 avril 1902 a résumé la loi de 1898 dans son article 16, en stipulant que toutes les dépenses du service médical de l'entreprise, les soins et secours à donner aux ouvriers victimes d'accidents survenus dans les chantiers et les indemnités à allouer à ces

ouvriers, à leurs veuves et à leurs enfants sont à la charge de l'entrepreneur.

D'après l'article 57, les ouvriers civils, victimes d'accidents, peuvent être traités dans les hôpitaux militaires.

Nous avons vu que c'est là une simple faculté pour l'administration et que les entrepreneurs ne sauraient réclamer aucune indemnité à la suite du refus d'admission d'un de leurs ouvriers blessés. L'entrepreneur est tenu d'acquitter le montant des journées de traitement d'après les décomptes établis. En cas de non-paiement dans les huit jours qui suivent la notification administrative de ce décompte, le montant en est retenu sur le premier mandat délivrer à l'entrepreneur.

Actuellement, la responsabilité des entrepreneurs de travaux publics en cas d'accidents survenues à un de leurs ouvriers est régie par la loi de 1898 modifiée par l'arrêté du 28 septembre 1899. Les derniers cahiers des travaux publics, cahier du 30 septembre 1899 pour les ponts et chaussées, cahier du 19 avril 1902 pour les travaux militaires, n'ont fait que consacrer l'application de cette loi.

CONCLUSION

Quels ont été les effets de la législation des accidents du travail sur les adjudications de travaux publics ?

Depuis quelques années les prix de ces adjudications sont plus élevés, mais, tout ayant augmenté, il est difficile de savoir quelle part dans cette évaluation peut être attribuée aux stipulations en faveur des ouvriers victimes d'accidents du travail.

Malheureusement c'est un effet constant de toutes les lois sociales de produire une hausse des prix ; qu'il s'agisse de loi sur les accidents du travail, qu'il s'agisse de loi sur le repos hebdomadaire ou sur les retraites ouvrières, le chef d'entreprise cherchera à atténuer les charges que ces lois lui imposent en augmentant le prix de ces travaux ou de ces marchandises.

Les prix de toutes choses étant en proportion les uns des autres, par l'effet de la loi de l'offre et de la demande, du fait de la hausse de la valeur d'échange

d'un travail ou d'une marchandise résultera une augmentation générale des valeurs ; l'ouvrier par suite de cette loi faite dans son intérêt devra payer plus cher ce dont il a besoin ; il n'aura donc pas le bénéfice complet des faveurs qui lui sont accordées.

Les lois sociales excessives vont à l'encontre du but qu'elles se proposent et sont nuisibles pour ceux auxquels elles veulent venir en aide.

Certes nous ne pouvons qu'approuver les droits reconnus aux ouvriers blessés par la loi de 1898 ; les ouvriers travailleront avec plus de courage, en pensant que s'il leur arrive un accident de travail, ni eux, ni leurs proches ne seront abandonnés et que l'entrepreneur leur viendra en aide. Mais je crois que la loi du 9 avril 1898 a accordé aux ouvriers blessés et à leurs ayants droit le maximum possible, et que si l'on augmentait le taux des pensions et indemnités, loin de favoriser les ouvriers on leur ferait du tort, car les entrepreneurs ne voulant pas supporter des charges aussi lourdes, ne soumissionneraient pas aux adjudications de travaux publics et les ouvriers seraient sans travail.

Les deux exemples suivants prouvent la vérité de nos affirmations.

En 1908 la Chambre des députés, devant une loi en préparation sur les accidents forestiers, avait par

voie d'amendement dans la loi des finances de 1909, décidé l'extension des dispositions de la loi de 1898 aux ouvriers des adjudicataires des bois domaniaux ; mais cet amendement fut disjoint au Sénat et le gouvernement tenta un essai d'application de la loi de 1898 à ces ouvriers, en insérant une clause à leur profit dans les cahiers des charges des adjudications de coupes domaniales. Quand les adjudications eurent lieu, les entrepreneurs décidèrent de s'abstenir en masse plutôt que de subir une pareille augmentation de leurs charges, et les adjudications ne purent avoir lieu à Bar-le-Duc, Mâcon, Dôle, Lons-le-Saulnier, etc.

En Belgique, dans la province de Brabant, devant l'accroissement des charges qui leur sont imposées et la fixation arbitraire d'un minimum de salaire, les entrepreneurs sérieux ont préféré s'abstenir (1).

Les ouvriers de travaux publics ont eu des secours en cas d'accident de travail cinquante ans avant ceux de l'industrie privée. Les entreprises publiques doivent continuer à précéder les entreprises privées dans la voie du progrès social, mais les gouvernements doivent se garder de toute exagération inspirée, par un désir de surenchère politique.

Des stipulations trop onéreuses pour les entrepre-

1. Article publié par *le Petit Temps* en juin 1909.

neurs de travaux publics, insérées dans les cahiers des clauses et conditions générales, ne feraient que donner des illusions aux ouvriers et, loin de leur profiter, leur seraient nuisibles au point de vue moral comme au point de vue matériel.

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu : le président de la thèse,
JACQUELIN

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BARTHÉLEMY. — Traité élémentaire de droit administratif, 2^e édit. Paris, 1902.
- BÉQUET. — Répertoire de droit administratif, t. XXV. Paris, 1908.
- CABOUAT. — Loi du 19 avril 1898 dans les lois nouvelles, première partie (Revue de législation, 1899, t. XVIII).
- CHATIGNIER. — Clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics. Paris, 13^e édit., 1893.
- CHRISTOPHE. — Traité théorique et pratique des travaux publics, 2^e édit. Paris, 1889-1890, 2 vol.
- COTELLE. — Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics, 4 volumes. Paris, 1859.
- DEBAUVE. — Dictionnaire administratif des travaux publics. Paris, 1892, 3 volumes.
- DES CILLEULS. — Traité de la législation et de l'administration de la voirie urbaine. Paris, 1877.
- DUCHAUFFOUR. — Les Accidents du travail. Paris, 1905.
- DUCROCQ. — Cours de droit administratif et de législation française des finances, 7^e édit., 6 volumes. Paris, 1897.
- ENOÛ. — Traité théorique et pratique du droit administratif. Paris, 1903.
- GUYOT. — La Vie nationale, les travaux publics. Paris, 1897.
- HURISSEL. — De l'Exécution des travaux publics. Thèse de Paris, 1880.
- JACQUELIN. — Principes dominants du contentieux administratif. Paris, 1899.

- LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative, 2^e édit. Paris, 1896.
- LECOUTURIER. — Traité théorique et pratique des accidents du travail. Paris, 1899.
- LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel, 3^e édit. Paris, 1907.
- MALAPERT. — Histoire de la législation des travaux publics. Paris, 1880.
- MIMÉREL. — Les Stipulations en faveur des ouvriers dans les entreprises de travaux publics. Thèse de Paris, 1910.
- PERRIQUET. — Traité théorique et pratique des travaux publics. Paris, 1883.
- PORÉE et CUÉNOT. — Des Entreprises de travaux publics soumises aux clauses et conditions générales des ponts et chaussées. Paris, 1901.
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 2 volumes. Paris, 1906.
- X... — Recueil de documents sur les accidents du travail. Paris, 1902-1906.

